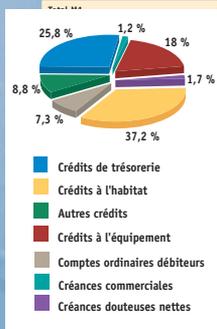




Bulletin trimestriel

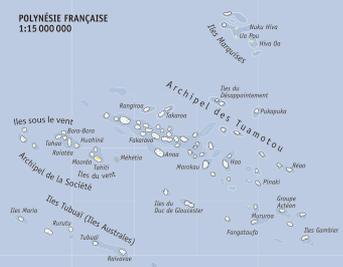
Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
Circulation fiduciaire	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Billets	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
- Pièces	158 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
Dépôts à vue	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- Banques	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- OPT	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
- Trésor public	17 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 142 - Statistiques au 31/03/2010

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

Synthèse	4
Annexes	9
Méthodologie	9
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	9
1.1 La masse monétaire	9
1.2 La circulation fiduciaire	9
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	10
2. Les avoirs financiers des agents économiques	11
2.1 Les avoirs des ménages	12
2.2 Les avoirs des sociétés	13
2.3 Les avoirs par nature	14
3. L'endettement des agents économiques	15
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	15
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	19
4. Le financement des crédits bancaires	21
4.1 L'équilibre emplois- ressources	21
4.2 Le réescompte	21
5. Les engagements sectoriels	22
6. Les indicateurs de vulnérabilité	24
6.1 Les indicateurs globaux	24
6.2 La vulnérabilité des ménages	24
6.3 La vulnérabilité des entreprises	25
7. Les échanges de valeurs	25
8. Rappel des taux	26
8.1 Les taux règlementés	26
8.2 Les principaux taux de marché	26
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	26
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	26
8.5 Taux de l'usure	26

Evolution monétaire et financière internationale

L'activité économique mondiale poursuit son redressement entamé depuis le second semestre 2009, grâce aux vastes plans de relance macroéconomique mis en œuvre pour rétablir le bon fonctionnement du système bancaire. La zone euro présente une croissance économique modérée et aux Etats-Unis la reprise demeure fragile dans un contexte de désinflation. L'économie asiatique se caractérise par un regain de croissance au Japon, qui bénéficie de la vigueur des exportations et du rebond de la demande intérieure, et par une croissance particulièrement soutenue en Chine (+ 11,9 % au premier trimestre 2010).

Après avoir affiché un net rebond tout au long de l'année 2009, les principales places financières ont été de nouveau affectées par d'importantes tensions depuis le mois d'avril 2010, conséquence des inquiétudes des marchés face à l'ampleur de l'endettement de plusieurs pays de la zone euro (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne). Pour faire face à cette crise et stabiliser la zone euro, un plan sans précédent de 750 milliards d'euros a été mis en place par l'Union européenne en lien avec le FMI début mai 2010. Il consiste en la création d'un fonds communautaire de 60 milliards d'euros, mobilisable à très court terme pour aider les pays en difficultés, et une garantie de 440 milliards d'euros pour constituer une entité capable de lever des fonds sur les marchés financiers et acheter la dette publique des pays fragilisés. Par ailleurs, le FMI s'est engagé à accompagner ces mesures à hauteur de 250 milliards d'euros sous forme de prêts. En outre, la BCE a adopté des mesures exceptionnelles en intervenant sur les marchés obligataires pour acheter de la dette publique et privée de la zone euro.

Toujours dans le prolongement de la crise financière, le Sénat américain a voté le projet de loi sur la régulation financière qui prévoit notamment d'encadrer la faillite des établissements de crédit sans recourir à l'aide des contribuables, une plus grande supervision des fonds spéculatifs et des produits dérivés ainsi que la création d'un bureau pour la protection financière des consommateurs, chargé de réguler les produits financiers risqués.

Dans ce contexte, l'euro s'est fortement déprécié, notamment par rapport au dollar, et il a retrouvé ses niveaux de 2006 en passant sous la barre des 1,25 euro pour un dollar, après avoir atteint un plus haut de 1,50 en milieu d'année 2008. Les taux directeurs

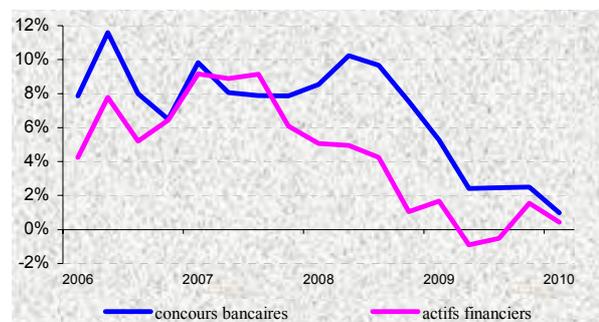
dans la zone euro et aux Etats-Unis sont maintenus à des niveaux planchers, à respectivement 1 % et dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Dans un contexte de baisse généralisée des cours boursiers depuis le mois d'avril, le prix du baril de pétrole est repassé sous la barre des 70 dollars à la mi-mai.

Activité des banques polynésiennes au ralenti

Confrontée à une conjoncture économique qui accuse une nouvelle contraction, l'activité des établissements de crédit de la place polynésienne est restée atone au premier trimestre 2010. Alors que la collecte de dépôts se heurte aux tensions de trésorerie et aux arbitrages des agents économiques, l'octroi de crédits pâtit d'un défaut de confiance des investisseurs et des consommateurs. Pour le second trimestre consécutif, la masse monétaire M3 accuse ainsi un repli tant sur le trimestre qu'en glissement annuel.

Le repli de l'activité économique polynésienne a également pesé sur la vulnérabilité des agents. La sinistralité du portefeuille des banques s'est ainsi nettement dégradée comme l'illustre la poursuite de la croissance des créances douteuses sur la clientèle.

Evolution en glissement annuel

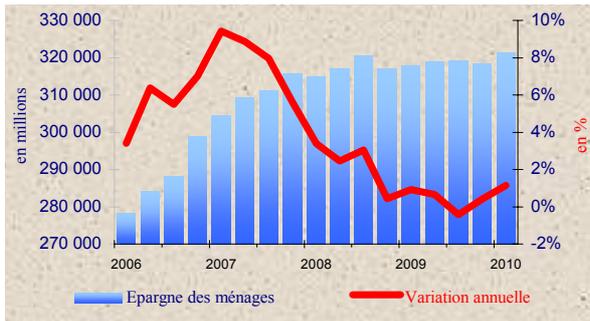


Faible croissance des avoirs

Au 31 mars 2010, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens s'élevait à 478,4 milliards de F CFP. L'encours global s'est replié de 0,3 % sur les trois derniers mois et n'a crû que de 0,4 % par rapport à mars 2009.

Les avoirs monétaires des ménages ont faiblement progressé au premier trimestre de l'année, à + 1,1 % en rythme annuel, contre + 0,9 % un an auparavant.

Evolution de l'épargne des ménages

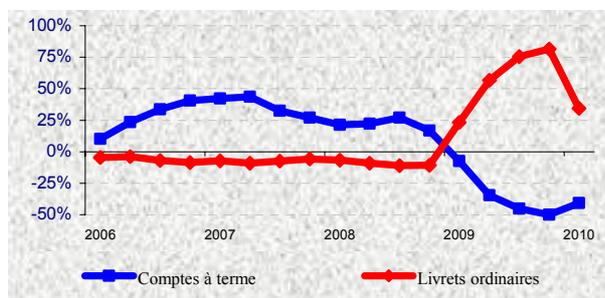


L'orientation défavorable de l'activité économique a fragilisé la situation financière d'une partie de la clientèle des ménages et restreint leur capacité de placement. Ainsi, leurs dépôts à vue ont augmenté à un rythme modeste sur l'année, à + 1,6 %. Quant à leurs placements liquides ou à court terme, ils ont reculé de 7,6 % sur la période sous revue.

L'encours de leurs dépôts à terme n'a cessé de s'éroder depuis plus d'un an (-40,8 % entre mars 2009 et mars 2010), compte tenu de la faiblesse de leur taux de rémunération¹, qui a contraint les ménages à opérer un arbitrage en faveur de leurs comptes sur livrets (+ 34,4 %) et, dans certains cas, à opter pour des placements hors zone en vue de bénéficier de conditions plus rémunératrices.

Dans ce contexte de taux historiquement bas, les ménages ont par ailleurs placé à long terme une **partie de leur épargne, privilégiant notamment les contrats d'assurance-vie et les plans d'épargne logement**, qui ont crû respectivement de 8,1 % et 7,4 % sur les trois derniers mois et de 26,7 % et 14,2 % sur l'année.

Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages

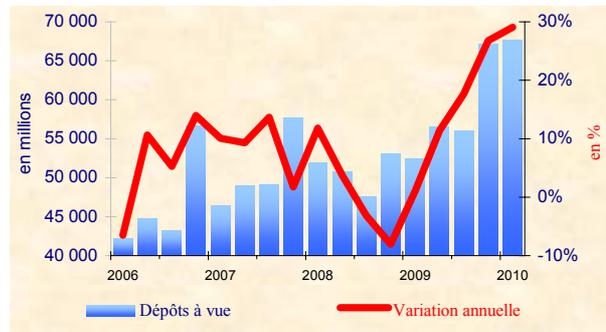


Pour leur part, les dépôts des sociétés ont enregistré une augmentation de leur encours de 5,2 % en glissement annuel, soutenue par une hausse sensible de leurs dépôts à vue (+ 29,1 %). En manque de

¹ La moyenne mensuelle de l'Euribor 3 mois était de 0,643 % en mars 2010, contre 1,637 % en mars 2009.

visibilité sur l'évolution de leur activité, les sociétés semblent toujours privilégier des liquidités immédiatement disponibles plutôt qu'une épargne faiblement rémunérée. Ainsi, les placements indexés sur les taux du marché (- 20,2 %), dans le sillage des comptes à terme (- 13 %), se sont fortement contractés en un an.

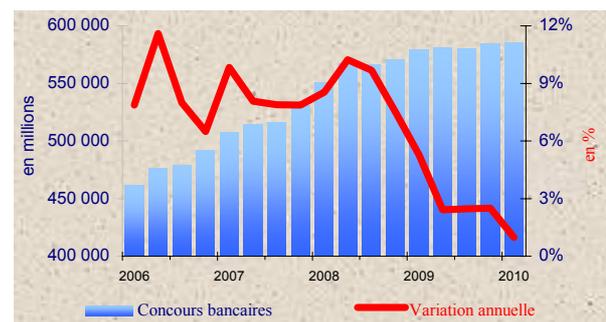
Evolution des dépôts à vue des sociétés



Faible rythme de croissance des concours bancaires.

Au premier trimestre 2010, l'encours brut des concours consentis par l'ensemble des établissements de crédit s'est élevé à 588,3 milliards de F CFP. Il continue ainsi de progresser mais son rythme de croissance annuel s'essouffle depuis plusieurs trimestres, s'affichant à + 1,5 % à fin mars 2010 (+ 5,2 % un an auparavant). L'encours sain quant à lui reste stable sur le trimestre voire accuse un léger repli par rapport à mars 2009 (- 0,1 %).

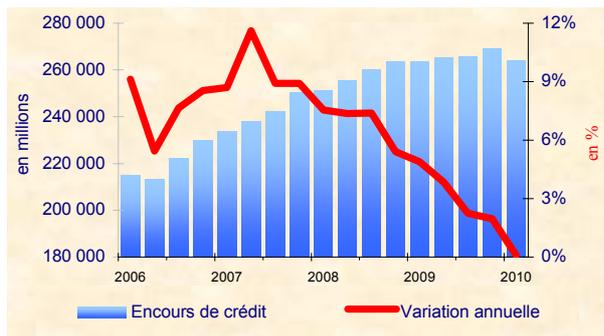
Evolution des concours bancaires de tous les établissements



L'encours des crédits aux ménages s'est élevé à 266 milliards de F CFP au 31 mars 2010. Il s'est inscrit en retrait de 1,1 % sur le trimestre et n'a augmenté que de 0,9 % en un an, confirmant la tendance au net ralentissement de l'activité de crédit auprès de cette clientèle².

² Le taux de croissance annuel de l'encours sain des ménages n'a cessé de ralentir depuis plus d'un an : +7,3 % en septembre 2008, +5,3 % en décembre 2008, +4,9 % en mars 2009, +3,9 % en juin 2009 et +2,3 % en septembre 2009, +2 % en décembre 2009.

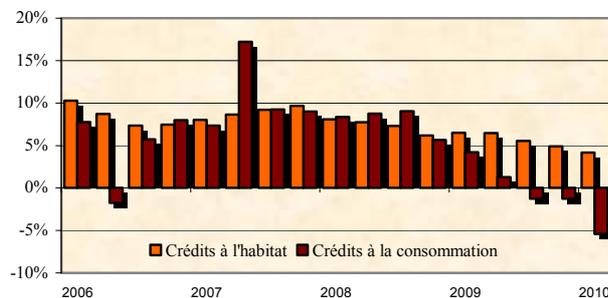
Evolution de l'endettement des ménages



Seul segment de marché encore dynamique, les crédits à l'habitat des ménages (60 % de leur encours) ont augmenté de 4,2 % par rapport à mars 2009. C'est le plus faible taux de croissance annuel observé depuis de nombreuses années.

Pour leur part, les crédits à la consommation des ménages ont reculé de 3,1 % sur le trimestre et de 3,3 % en glissement annuel. Leur encours est passé pour la première fois depuis mars 2008 sous la barre des 100 milliards de F CFP, tendance à mettre en parallèle avec le repli du marché de l'emploi¹.

Crédits à l'habitat et crédits à la consommation des ménages (croissance en glissement annuel)



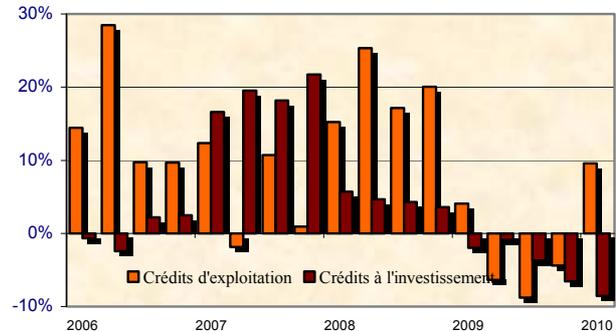
De son côté, l'encours des crédits aux entreprises s'est établi à 185,5 milliards de F CFP. Il a crû de 4,9 % sur les trois derniers mois mais a fléchi de 0,4 % en l'espace d'un an, évolution qui masque toutefois des situations différenciées.

D'une part, les crédits d'investissement ont reculé de 7 % en rythme annuel, compte tenu de l'atonie de la conjoncture économique et de perspectives incertaines en matière d'activité pour les entreprises. D'autre part, les crédits d'exploitation ont connu une croissance forte au cours des trois derniers mois (+ 14,8 %) soutenue par les crédits de trésorerie (+ 16,8 %). Toutefois, cette croissance significative est à mettre au crédit d'une opération isolée de montant élevé et ne semble pas traduire une reprise

¹ En février 2010, l'indice de l'emploi salarié marchand a reculé de 2,7 % en rythme annuel.

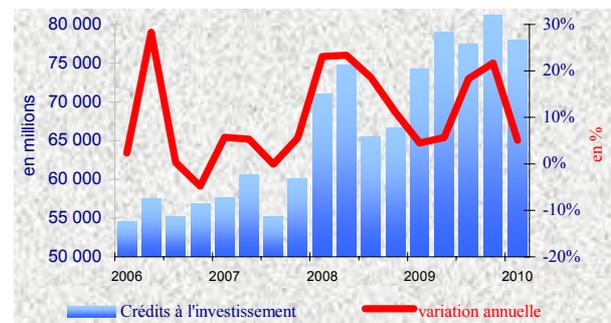
de l'activité : déduction faite du montant de cette opération, l'encours des crédits d'exploitation se révèle même en léger retrait.

Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



Au premier trimestre 2010, l'encours sain des collectivités locales, de l'ordre de 80,9 milliards de F CFP, a crû de 1,7 % en rythme annuel, sous l'impulsion des crédits à l'équipement (+ 5,1 %). Sur les trois derniers mois, ces derniers se sont toutefois repliés de 4,3 %. La dégradation de la situation budgétaire du Pays ne semble pas de nature à infléchir cette tendance eu égard à sa capacité d'endettement en nette diminution sous l'effet d'une épargne nette qui demeure négative.

Evolution des crédits d'investissement des collectivités locales



Baisse du coût du crédit aux entreprises et aux particuliers.

Des enquêtes sur le coût du crédit réalisées par l'IEOM de janvier à février 2010 auprès des établissements de crédit de la place, il ressort une baisse générale des conditions débitrices tant pour les entreprises que pour les particuliers.

Le taux moyen pondéré global (TMPG) des concours bancaires accordés aux entreprises a été évalué à 4,46 %, en diminution de 134 points de base en comparaison annuelle. La baisse du coût du crédit a concerné tous les types de crédit, qu'ils

soient à court terme (-104 points de base) ou à moyen terme (-167 pb).

Le coût moyen du crédit aux particuliers recule quant à lui de 84 points de base par rapport à l'enquête de janvier-février 2009, la baisse des taux étant particulièrement sensible pour les prêts immobiliers (-80 pb) et les découverts (-72 pb).

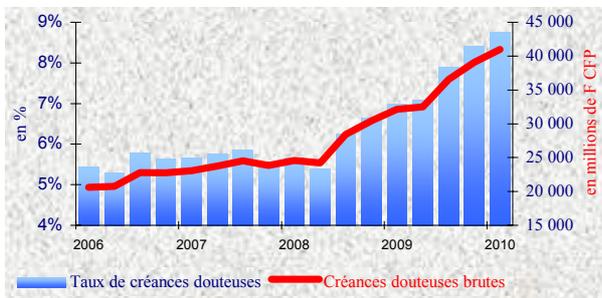
De nombreux secteurs sont concernés par une baisse de leurs engagements

L'analyse de la centrale des risques laisse apparaître à fin mars 2010 une baisse des engagements à court, moyen et long termes en faveur d'un grand nombre de secteurs tels que le BTP (- 11,8 %), l'immobilier (- 10,3 %), l'industrie (- 9,2 %) ainsi que le commerce (- 7,3 %). Seuls les transports et communications ont observé une hausse significative de leurs encours (+ 48 % en glissement annuel), résultant d'une opération à caractère exceptionnel.

Nouvelle détérioration de la sinistralité des agents économiques polynésiens

La qualité des risques des établissements de crédit polynésiens a poursuivi sa dégradation au premier trimestre 2010. S'élevant à 41 milliards de F CFP en mars 2010, les créances douteuses brutes ont enregistré une nouvelle hausse sensible de leur encours : + 4,9 % sur le trimestre et + 27,4 % en un an. Les créances douteuses et litigieuses des établissements de crédit locaux représentent désormais 8,7 % de l'encours brut total des banques polynésiennes (7 % en mars 2009 et moins de 6 % en mars 2008).

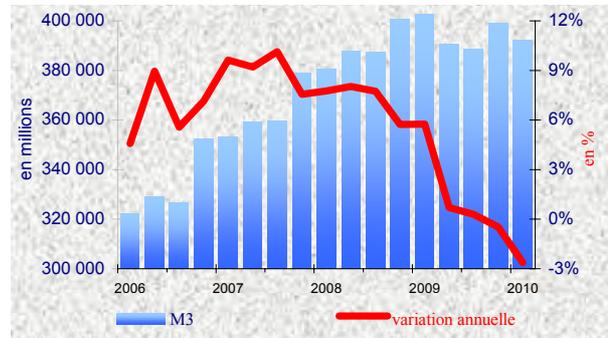
Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Poursuite du recul de la masse monétaire

La masse monétaire M3 s'est de nouveau contractée à l'issue du premier trimestre de l'année. S'établissant à 392 milliards de F CFP, M3 a enregistré un second trimestre consécutif de baisse (-1,7 % en trois mois et - 2,6 % sur un an).

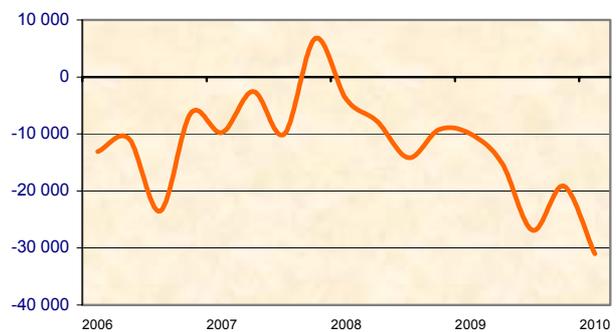
Evolution de la masse monétaire M3



La faiblesse de l'activité économique actuelle a contribué à accroître le besoin de ressources des établissements de crédit de la place. Confrontées à l'insuffisance de la collecte de dépôts auprès de leur clientèle, les banques locales sont contraintes de solliciter des ressources financières auprès de leur maison-mère. Ainsi, entre décembre 2009 et mars 2010, les engagements hors zone du système bancaire ont crû de 8,6 % tandis que leurs avoirs hors zone ont fléchi de 1,9 %.

Dans ces conditions, le déséquilibre de la position extérieure nette du système bancaire local s'est fortement creusé, atteignant un besoin de 31 milliards de F CFP (contre -19,1 milliards en décembre 2009).

Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



Annexes

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux.

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Remarque : La série des encours de crédit accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, ils ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Polynésie française.

Conjoncture financière et bancaire

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
<i>Agriculture, élevage, pêche</i>	<i>01 à 05</i>
<i>Industrie</i>	<i>10 à 41</i>
<i>BTP</i>	<i>45</i>
<i>Commerce</i>	<i>50 à 52</i>
<i>Hôtellerie</i>	<i>551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D</i>
<i>Transport</i>	<i>60 à 64</i>
<i>Services</i>	<i>551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95</i>
<i>Divers</i>	<i>75 et 99</i>

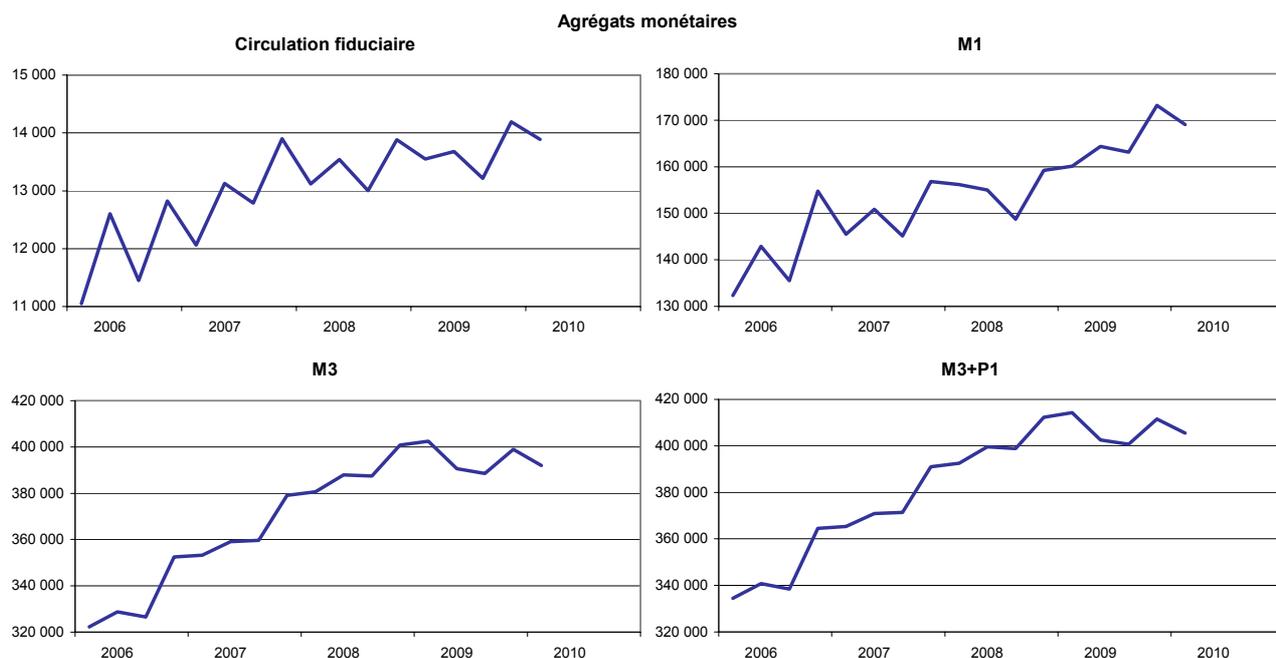
Conjoncture financière et bancaire

1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an	
Circulation fiduciaire	10 640	11 050	12 063	13 119	13 547	13 681	13 214	14 192	13 890	-2,1%	2,5%	
Billets	9 018	9 343	10 264	11 225	11 604	11 715	11 242	12 179	11 894	-2,3%	2,5%	
Pièces	1 622	1 707	1 799	1 894	1 944	1 966	1 972	2 013	1 996	-0,8%	2,7%	
Dépôts à vue	115 335	121 271	133 434	143 048	146 561	150 686	149 923	159 031	155 183	-2,4%	5,9%	
TOTAL M1	125 975	132 320	145 497	156 167	160 109	164 367	163 137	173 222	169 073	-2,4%	5,6%	
M2-M1	80 485	77 271	71 244	67 068	82 478	98 232	105 348	109 963	110 734	0,7%	34,3%	
Comptes sur livrets	80 234	77 009	71 007	66 857	82 263	98 026	105 133	109 742	110 508	0,7%	34,3%	
Comptes épargne logement	251	261	237	211	215	206	215	220	227	2,8%	5,5%	
TOTAL M2	206 460	209 591	216 741	223 235	242 587	262 599	268 485	283 185	279 808	-1,2%	15,3%	
M3-M2	101 656	112 627	136 478	157 408	159 950	128 054	120 109	115 747	112 207	-3,1%	-29,8%	
Dépôts à terme	81 314	87 422	124 529	147 197	149 022	119 157	111 718	108 024	105 891	-2,0%	-28,9%	
Titres de créance négociables	7 542	11 667	3 581	2 281	1 629	935	688	1 631	1 093	-33,0%	-32,9%	
Bons de caisse	12 801	13 538	8 367	7 931	9 299	7 963	7 703	6 091	5 223	-14,2%	-43,8%	
Total M3	308 117	322 218	353 219	380 644	402 537	390 653	388 594	398 932	392 015	-1,7%	-2,6%	
P1	10 191	12 180	12 158	11 916	11 802	11 915	12 164	12 556	13 482	7,4%	14,2%	
Plans d'épargne logement	10 191	12 180	12 158	11 916	11 802	11 915	12 164	12 556	13 482	7,4%	14,2%	
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
M3+P1	318 308	334 398	365 376	392 559	414 339	402 568	400 758	411 488	405 497	-1,5%	-2,1%	

1.2 La circulation fiduciaire



Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an	
En nombre	142 701 788	149 958 030	157 287 177	164 072 183	169 622 715	171 043 046	171 851 888	174 048 908	174 459 254	0,2%	2,9%	
100 F CFP	8 831 936	9 309 481	9 856 518	10 413 534	10 663 871	10 817 328	10 840 571	11 103 264	10 963 270	-1,3%	2,8%	
50 F CFP	3 790 022	3 982 292	4 152 549	4 426 050	4 522 307	4 565 326	4 584 676	4 682 686	4 632 190	-1,1%	2,4%	
20 F CFP	10 039 434	10 482 215	11 100 239	11 480 495	11 808 006	11 902 600	11 920 536	12 127 982	12 058 046	-0,6%	2,1%	
10 F CFP	14 100 486	14 716 995	15 369 496	16 154 958	16 649 916	16 787 553	16 831 965	17 114 445	17 092 558	-0,1%	2,7%	
5 F CFP	16 125 737	16 947 765	17 743 775	18 598 978	19 335 861	19 487 027	19 583 426	19 845 818	19 903 825	0,3%	2,9%	
2 F CFP	37 973 827	39 767 937	41 453 339	43 522 912	45 046 864	45 413 367	45 612 868	46 070 868	46 321 448	0,5%	2,8%	
1 F CFP	51 840 346	54 751 345	57 611 261	59 475 256	61 595 890	62 069 845	62 477 846	63 103 845	63 487 917	0,6%	3,1%	
En millions de F CFP	1 623	1 706	1 798	1 893	1 944	1 966	1 972	2 013	1 996	-0,8%	2,7%	
100 F CFP	883	931	986	1 041	1 066	1 082	1 084	1 110	1 096	-1,3%	2,8%	
50 F CFP	190	199	208	221	226	228	229	234	232	-1,1%	2,4%	
20 F CFP	201	210	222	230	236	238	238	243	241	-0,6%	2,1%	
10 F CFP	141	147	154	162	166	168	168	171	171	-0,1%	2,7%	
5 F CFP	81	85	89	93	97	97	98	99	100	0,3%	2,9%	
2 F CFP	76	80	83	87	90	91	91	92	93	0,5%	2,8%	
1 F CFP	52	55	58	59	62	62	62	63	63	0,6%	3,1%	

Conjoncture financière et bancaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an	
En nombre	4 834 306	5 089 416	5 683 011	6 280 105	6 582 580	6 637 721	6 540 635	7 036 058	6 996 073	-0,6%	6,3%	
10 000 F CFP	677 591	835 709	913 679	995 495	1 024 144	1 060 847	1 014 139	1 117 837	1 070 480	-4,2%	4,5%	
5 000 F CFP	559 735	452 836	517 348	550 092	530 432	527 839	482 129	529 507	524 310	-1,0%	-1,2%	
1 000 F CFP	2 462 098	2 602 885	2 910 082	3 237 435	3 464 187	3 454 797	3 433 631	3 658 487	3 665 742	0,2%	5,8%	
500 F CFP	1 134 882	1 197 986	1 341 902	1 497 083	1 563 817	1 594 238	1 610 736	1 730 227	1 735 541	0,3%	11,0%	
En millions de F CFP	12 604	13 823	15 305	16 691	17 140	17 500	16 791	18 350	17 860	-2,7%	4,2%	
10 000 F CFP	6 776	8 357	9 137	9 955	10 241	10 608	10 141	11 178	10 705	-4,2%	4,5%	
5 000 F CFP	2 799	2 264	2 587	2 750	2 652	2 639	2 411	2 648	2 622	-1,0%	-1,2%	
1 000 F CFP	2 462	2 603	2 910	3 237	3 464	3 455	3 434	3 658	3 666	0,2%	5,8%	
500 F CFP	567	599	671	749	782	797	805	865	868	0,3%	11,0%	

1.3 Les contreparties de la masse monétaire

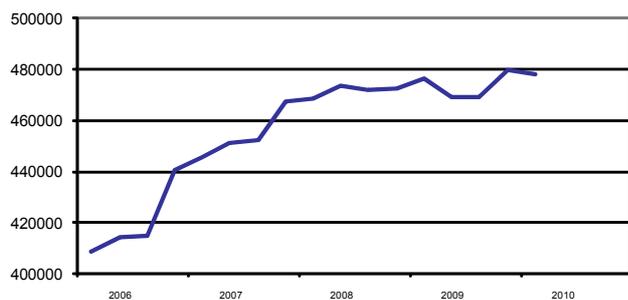
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an	
Avoirs hors zone d'émission	85 001	91 111	106 879	122 781	132 127	130 431	120 488	132 224	132 289	0,0%	0,1%	
Institut d'émission	19 291	22 742	26 911	29 271	27 902	28 807	24 939	35 168	37 103	5,5%	33,0%	
Etablissements de crédit	65 710	68 369	79 968	93 509	104 225	101 624	95 549	97 056	95 187	-1,9%	-8,7%	
Créances du Trésor public	7 012	9 633	9 178	8 624	8 883	8 019	10 442	7 574	8 051	6,3%	-9,4%	
Concours sur ressources monétaires	216 104	221 473	237 162	249 239	261 493	252 168	257 663	259 133	251 675	-2,9%	-3,8%	
Concours de caractère bancaire des EC locaux	346 108	379 089	408 286	435 616	460 294	458 510	463 892	464 330	471 842	1,6%	2,5%	
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	130 004	157 616	171 124	186 377	198 767	206 307	206 228	205 196	220 167	7,3%	10,8%	
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	23 395	26 686	29 277	32 206	35 214	37 739	39 363	38 189	39 063	2,3%	10,9%	
Provisions sur créances douteuses	12 410	13 354	15 289	15 369	17 717	18 718	20 090	22 175	22 776	2,7%	28,6%	
Engagements hors zone d'émission	70 149	81 441	89 712	97 474	114 235	116 658	122 426	116 186	126 206	8,6%	10,5%	
Epargne contractuelle	10 191	12 181	12 158	11 916	11 802	11 915	12 164	12 556	13 482	7,4%	14,2%	
Divers	13 859	23 954	24 688	29 412	19 799	21 277	12 186	16 089	18 641	15,9%	-5,9%	
Total M3	308 117	322 217	353 219	380 644	402 537	390 653	388 594	398 932	392 015	-1,7%	-2,6%	
Position extérieure nette	-4 440	-13 072	-9 744	-3 965	-10 010	-15 034	-26 877	-19 131	-31 019	62,1%	209,9%	

Conjoncture financière et bancaire

2. Les avoirs financiers des agents économiques

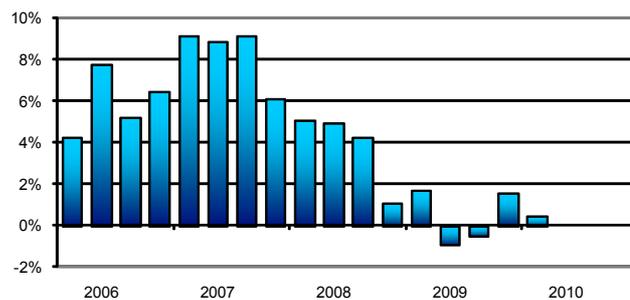
Actifs par agent	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	1 trim	1 an	
Sociétés	87 220	89 194	90 439	99 898	100 418	96 809	94 441	105 204	105 687	0,5%	5,2%	
Dépôts à vue	45 103	42 167	46 413	51 889	52 444	56 570	56 009	67 194	67 683	0,7%	29,1%	
Placements liquides ou à court terme	40 989	47 009	42 993	47 332	46 931	39 196	37 966	37 502	37 467	-0,1%	-20,2%	
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	2	2	0	0	0	0	0	1,7%	1,1%	
Placements indexés sur les taux du marché	40 989	47 009	42 991	47 330	46 930	39 195	37 966	37 501	37 467	-0,1%	-20,2%	
dont comptes à terme	26 219	27 162	30 275	35 519	37 717	31 726	31 539	31 637	32 804	3,7%	-13,0%	
dont OPCVM monétaires	2 378	3 341	5 357	5 833	2 993	2 384	2 458	2 302	2 234	-2,9%	-25,3%	
dont certificats de dépôts	7 542	11 667	3 581	2 281	1 629	935	688	1 631	1 093	-33,0%	-32,9%	
Epargne à long terme	1 129	18	1 033	677	1 043	1 043	467	508	537	5,7%	-48,5%	
dont OPCVM non monétaires	1 111	3	900	548	300	292	304	341	368	8,1%	22,8%	
Ménages	269 144	278 301	304 549	314 859	317 760	319 041	319 242	318 422	321 380	0,9%	1,1%	
Dépôts à vue	61 557	63 818	70 995	70 721	71 646	75 103	72 171	72 026	72 824	1,1%	1,6%	
Placements liquides ou à court terme	142 532	144 867	159 145	173 735	181 996	173 180	174 222	170 988	168 184	-1,6%	-7,6%	
Comptes d'épargne à régime spécial	78 126	74 885	69 232	64 578	79 555	95 095	101 890	106 178	106 898	0,7%	34,4%	
Livrets ordinaires	77 834	74 347	68 958	64 367	79 341	94 889	101 676	105 957	106 671	0,7%	34,4%	
Comptes d'épargne logement	251	253	234	211	215	206	215	220	227	2,8%	5,5%	
Placements indexés sur les taux du marché	64 406	69 982	89 912	109 156	102 441	78 085	72 331	64 811	61 286	-5,4%	-40,2%	
dont comptes à terme	51 826	57 065	81 212	98 592	91 247	68 547	62 423	56 553	54 008	-4,5%	-40,8%	
dont bons de caisse	7 656	8 472	4 396	4 054	4 607	3 703	4 316	4 043	3 758	-7,1%	-18,4%	
dont OPCVM monétaires	4 640	4 223	4 114	6 335	6 489	5 729	5 490	4 101	3 394	-17,3%	-47,7%	
Epargne à long terme	65 055	69 617	74 409	70 404	64 118	70 758	72 849	75 408	80 371	6,6%	25,3%	
Plans d'épargne logement	10 189	12 162	12 125	11 916	11 802	11 915	12 164	12 556	13 482	7,4%	14,2%	
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Portefeuille-titres	5 449	5 185	3 935	2 550	2 931	4 024	4 821	5 335	5 499	3,1%	87,6%	
OPCVM non monétaires	15 780	14 827	15 424	10 165	5 956	6 324	6 750	6 617	6 370	-3,7%	7,0%	
Contrats d'assurance-vie	33 637	37 442	42 925	45 773	43 428	48 496	49 114	50 899	55 020	8,1%	26,7%	
Autres agents	35 463	40 952	50 900	53 732	58 108	53 544	55 608	56 216	51 308	-8,7%	-11,7%	
Dépôts à vue	8 675	15 286	16 026	20 439	22 471	19 012	21 743	19 810	14 676	-25,9%	-34,7%	
Placements liquides ou à court terme	13 866	11 022	20 450	20 907	24 332	22 910	21 919	24 195	23 689	-2,1%	-2,6%	
Comptes d'épargne à régime spécial	2 360	2 385	2 010	2 488	2 923	3 137	3 457	3 785	3 836	1,4%	31,3%	
Placements indexés sur les taux du marché	11 506	8 638	18 441	18 419	21 410	19 773	18 462	20 411	19 853	-2,7%	-7,3%	
dont comptes à terme	3 269	3 195	13 042	13 087	20 058	18 884	17 756	19 834	19 079	-3,8%	-4,9%	
Epargne à long terme	12 921	14 644	14 423	12 387	11 304	11 621	11 945	12 210	12 943	6,0%	14,5%	
TOTAL	391 827	408 448	445 887	468 489	476 285	469 394	469 292	479 842	478 375	-0,3%	0,4%	
Dépôts à vue	115 335	121 271	133 434	143 048	146 561	150 686	149 923	159 031	155 183	-2,4%	5,9%	
Placements liquides ou à court terme	197 387	202 898	222 588	241 973	253 259	235 286	234 107	232 686	229 341	-1,4%	-9,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	80 485	77 270	71 244	67 068	82 478	98 232	105 348	109 963	110 734	0,7%	34,3%	
Placements indexés sur les taux du marché	116 901	125 628	151 344	174 905	170 781	137 054	128 759	122 723	118 606	-3,4%	-30,6%	
Epargne à long terme	79 105	84 279	89 865	83 468	76 465	83 423	85 261	88 126	93 852	6,5%	22,7%	

Encours (en millions de F. CFP)

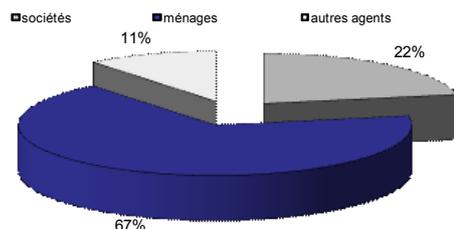


Total des actifs financiers

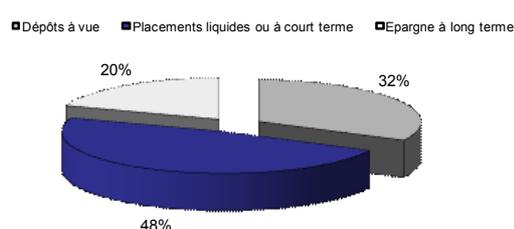
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique mars-10

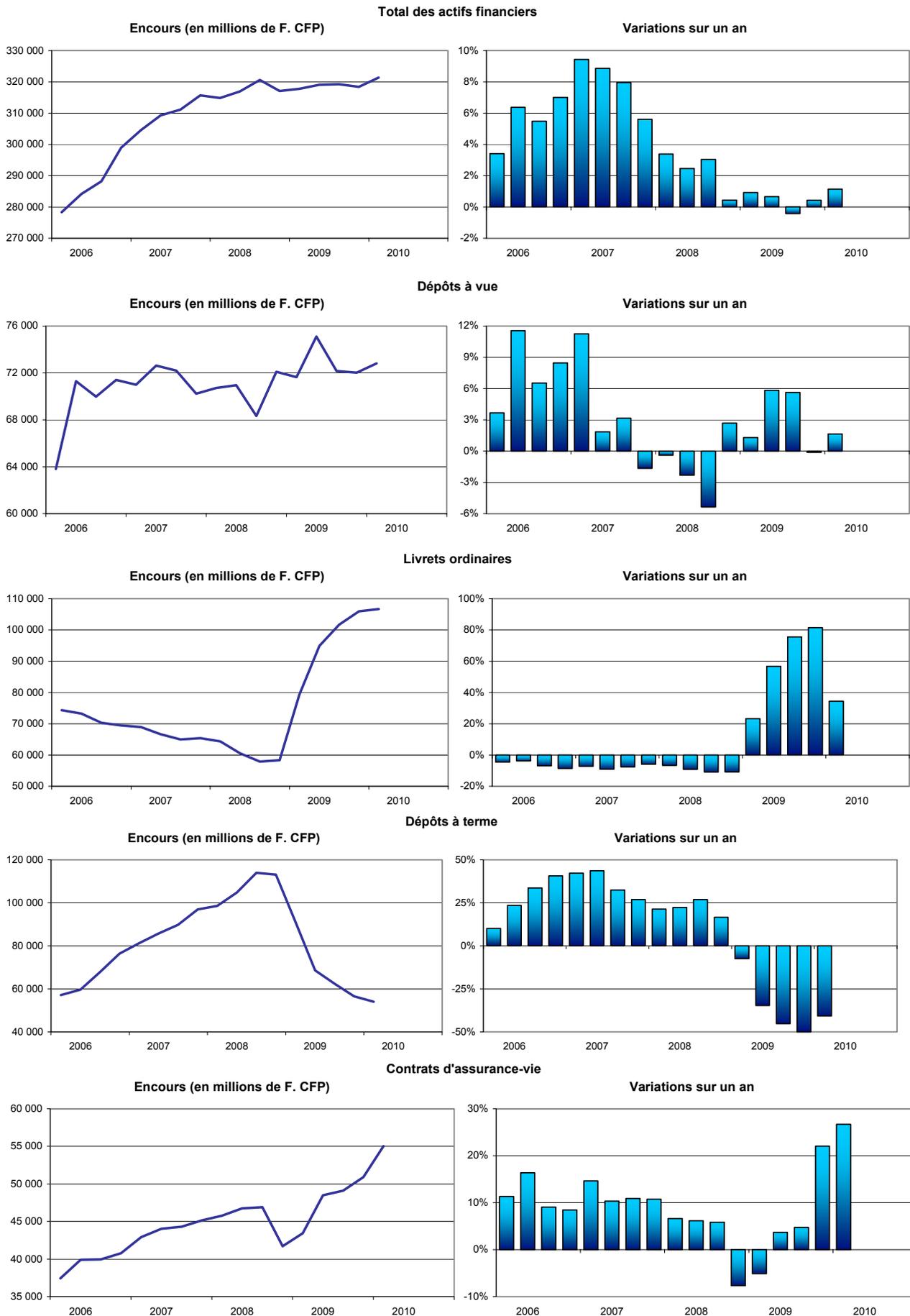


Répartition des actifs financiers par nature mars-10



Conjoncture financière et bancaire

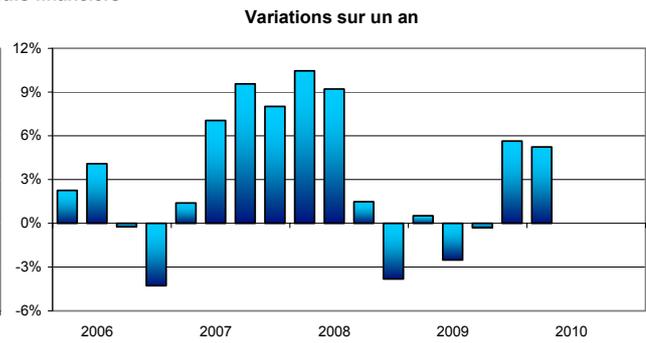
2.1 Les avoirs des ménages



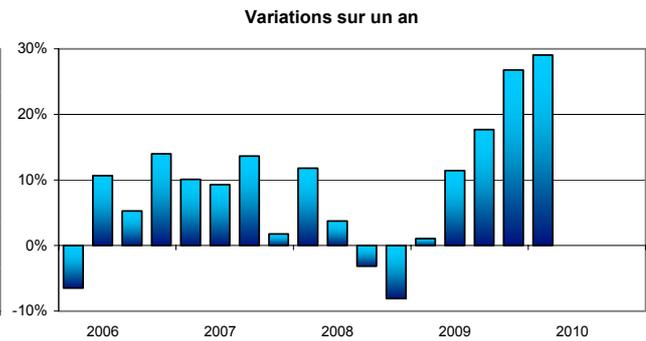
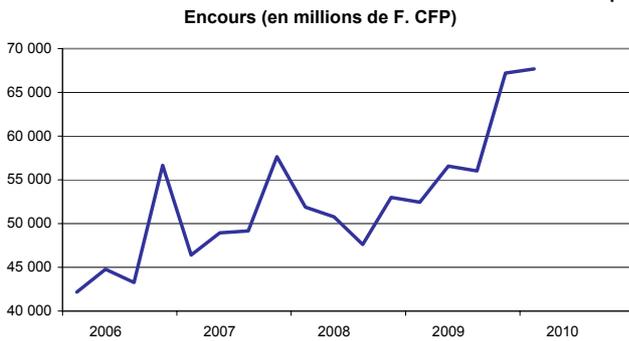
Conjoncture financière et bancaire

2.2 Les avoirs des sociétés

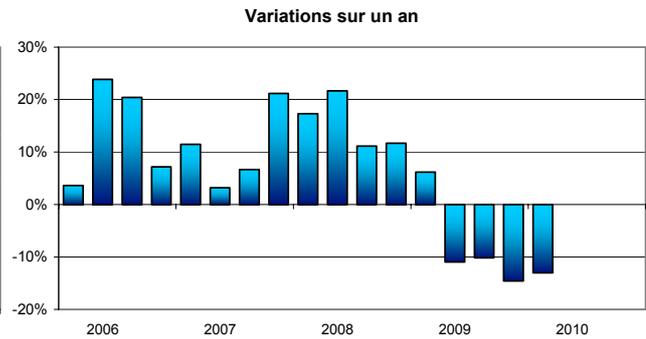
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Dépôts à terme



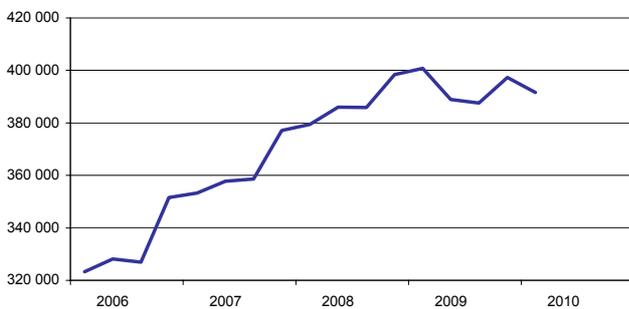
Conjoncture financière et bancaire

2.3 Les avoirs par nature

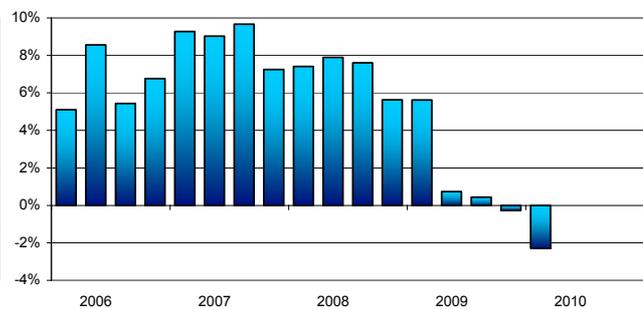
Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	307 615	323 293	353 269	379 440	400 792	388 887	387 545	397 296	391 607	-1,4%	-2,3%	
Dépôts à vue	115 335	121 271	133 434	143 048	146 561	150 686	149 923	159 031	155 183	-2,4%	5,9%	
Comptes d'épargne à régime spécial	90 624	89 396	83 357	78 984	94 280	110 147	117 512	122 519	124 216	1,4%	31,8%	
Livrets ordinaires	79 286	76 147	71 035	65 614	80 792	96 546	103 456	107 909	108 675	0,7%	34,5%	
Comptes d'épargne logement	251	261	237	211	215	206	215	220	227	2,8%	5,5%	
Plans d'épargne logement	10 191	12 180	12 158	11 916	11 802	11 915	12 164	12 556	13 482	7,4%	14,2%	
Dépôts à terme	81 314	87 422	124 529	147 197	149 022	119 157	111 718	108 024	105 891	-2,0%	-28,9%	
Bons de caisse	12 801	13 538	8 367	7 931	9 299	7 963	7 703	6 091	5 223	-14,2%	-43,8%	
Titres de créances négociables	7 542	11 667	3 581	2 281	1 629	935	688	1 631	1 093	-33,0%	-32,9%	
Epargne hors zone d'émission	84 212	85 154	92 618	89 049	75 494	80 507	81 747	82 546	86 769	5,1%	14,9%	
Actions	2 538	2 653	3 220	2 387	1 627	2 074	2 655	2 862	3 028	5,8%	86,1%	
Obligations	3 148	2 778	955	364	2 084	2 740	2 446	2 756	2 764	0,3%	ns	
OPCVM monétaires	15 245	13 002	14 866	17 497	10 831	8 999	8 650	6 976	6 399	-8,3%	-40,9%	
OPCVM non monétaires	29 591	29 225	30 608	23 028	17 524	18 198	18 882	19 052	19 558	2,7%	11,6%	
Contrats d'assurance-vie	33 637	37 442	42 925	45 773	43 428	48 496	49 114	50 899	55 020	8,1%	26,7%	
TOTAL	391 827	408 448	445 887	468 489	476 285	469 394	469 292	479 842	478 375	-0,3%	0,4%	

Dépôts locaux

Encours (en millions de F. CFP)

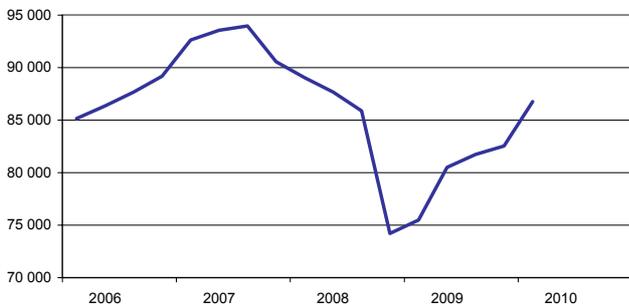


Variations sur un an

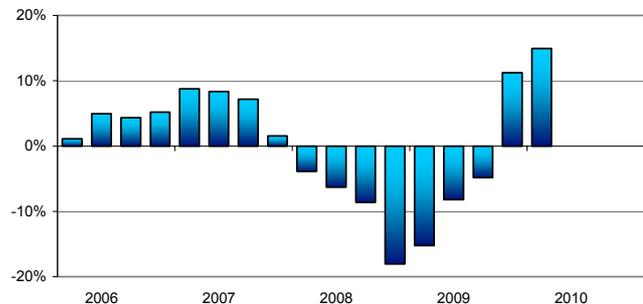


Epargne HZE

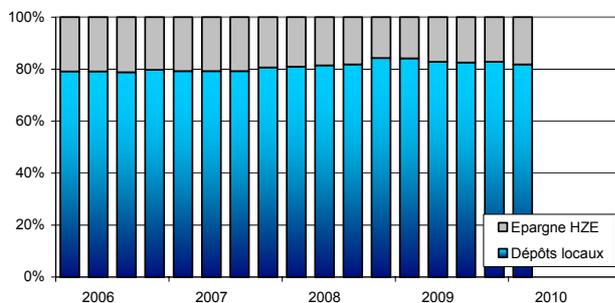
Encours (en millions de F. CFP)



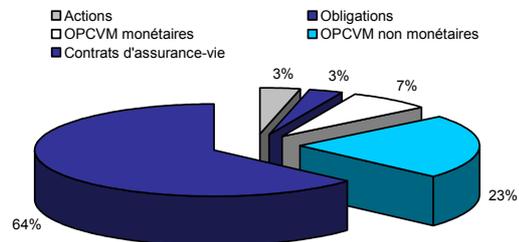
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE mars-10



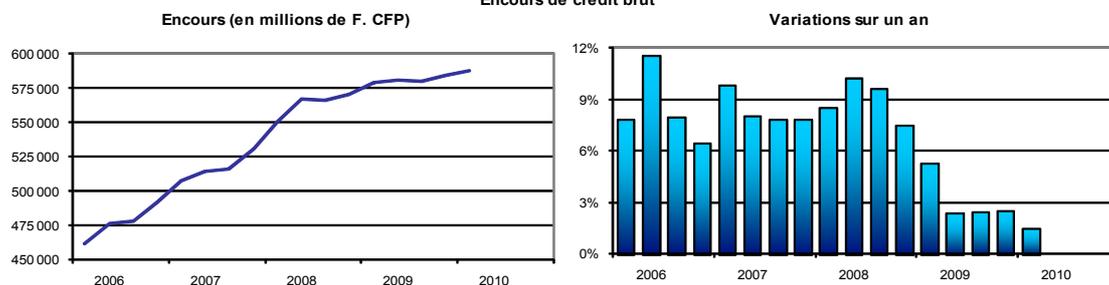
3. L'endettement des agents économiques

NB : A la suite de reclassements comptables effectués par un établissement de crédit de la place, les données relatives aux crédits de trésorerie et aux autres crédits ont été révisées entre mars 2008 et septembre 2009.

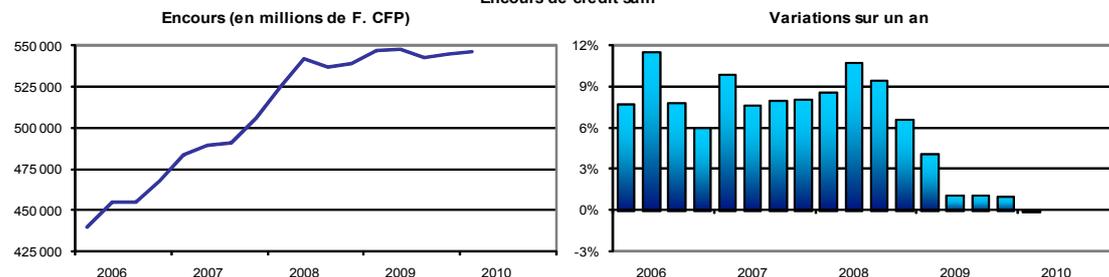
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept-09	déc-09	mars-10	1 trim	1 an
Entreprises	142 243	153 191	172 842	181 873	186 142	182 968	180 071	176 869	185 457	4,9%	-0,4%
Crédits d'exploitation	53 476	61 196	68 766	79 242	82 491	81 725	79 437	78 752	90 387	14,8%	9,6%
Créances commerciales	2 637	2 685	4 066	4 589	3 654	3 600	3 353	3 780	3 422	-9,5%	-6,4%
Crédits de trésorerie	36 687	41 968	37 637	36 551	42 271	40 351	38 791	42 095	49 157	16,8%	16,3%
dont entrepreneurs individuels	4 805	6 010	5 296	5 210	4 534	4 479	4 235	4 055	3 979	-1,9%	-12,2%
Comptes ordinaires débiteurs	14 152	16 543	27 063	38 102	36 566	37 774	37 293	32 878	37 809	15,0%	3,4%
Crédits d'investissement	55 781	55 402	64 595	68 280	66 926	67 145	65 905	65 119	62 217	-4,5%	-7,0%
Crédits à l'équipement	53 753	53 146	60 240	64 336	64 934	65 236	64 107	63 253	60 428	-4,5%	-6,9%
dont entrepreneurs individuels	5 006	5 118	5 373	6 057	5 724	5 588	5 456	5 614	5 385	-4,1%	-5,9%
Crédit-bail	2 028	2 255	4 355	3 944	1 992	1 909	1 798	1 866	1 788	-4,2%	-10,2%
Crédits à l'habitat	10 681	12 709	13 790	16 330	20 986	21 247	21 720	19 804	19 595	-1,1%	-6,6%
Autres crédits	22 305	23 884	25 691	18 020	15 739	12 851	13 010	13 194	13 259	0,5%	-15,8%
Ménages	196 994	214 984	233 671	251 303	263 593	265 110	265 815	268 950	265 993	-1,1%	0,9%
Crédits à la consommation	79 187	85 333	91 600	99 254	103 424	102 725	102 099	103 139	99 964	-3,1%	-3,3%
Crédits de trésorerie	70 680	77 405	82 789	90 886	95 689	95 050	94 940	96 120	93 364	-2,9%	-2,4%
Comptes ordinaires débiteurs	4 647	5 007	5 975	5 235	5 051	5 118	4 682	4 665	4 346	-6,8%	-14,0%
Crédit-bail	3 860	2 920	2 836	3 133	2 684	2 558	2 477	2 355	2 254	-4,3%	-16,0%
Crédits à l'habitat	112 165	123 698	133 625	144 419	153 783	156 315	157 801	159 924	160 185	0,2%	4,2%
Autres crédits	5 642	5 953	8 447	7 629	6 386	6 070	5 916	5 887	5 844	-0,7%	-8,5%
Collectivités locales	62 286	62 841	65 195	77 066	79 561	82 968	81 232	84 599	80 935	-4,3%	1,7%
Crédits d'exploitation	3 150	3 813	4 342	3 137	2 656	1 329	1 119	993	559	-43,7%	-79,0%
Crédits de trésorerie	2 434	3 609	4 217	3 029	2 512	1 078	1 030	909	408	-55,2%	-83,8%
Comptes ordinaires débiteurs	716	204	125	108	144	251	89	84	151	80,8%	5,3%
Crédits d'investissement	53 328	54 582	57 694	71 017	74 199	78 962	77 509	81 180	77 966	-4,0%	5,1%
Crédits à l'équipement	53 328	54 582	57 694	71 017	74 196	78 958	77 505	81 176	77 963	-4,0%	5,1%
Crédit-bail	0	0	0	0	4	3	3	3	3	-11,5%	-25,8%
Crédits à l'habitat	867	1 148	1 852	1 813	1 823	1 801	1 805	1 760	1 758	-0,1%	-3,6%
Autres crédits	4 943	3 298	1 307	1 098	883	877	799	666	651	-2,3%	-26,2%
Autres agents de CCB non ventilés	6 920	9 117	11 942	14 863	17 633	16 931	15 976	14 425	13 997	-3,0%	-20,6%
Total encours sain	408 444	440 131	483 650	525 104	546 929	547 978	543 094	544 842	546 381	0,3%	-0,1%
Créances douteuses brutes	19 554	21 573	23 445	25 335	32 537	32 910	36 996	39 960	41 874	4,8%	28,7%
Créances douteuses nettes	6 507	8 219	8 156	9 856	14 710	14 083	16 796	17 675	18 988	7,4%	29,1%
dont entreprises	3 469	3 921	4 003	4 811	8 213	8 214	10 402	11 999	12 384	3,2%	50,8%
dont ménages	2 523	3 609	4 539	5 030	6 397	5 867	6 002	5 674	6 187	9,0%	-3,3%
Provisions	13 047	13 354	15 289	15 479	17 827	18 828	20 200	22 285	22 886	2,7%	28,4%
Total encours brut	427 998	461 704	507 095	550 440	579 466	580 888	580 090	584 802	588 255	0,6%	1,5%
Taux de créances douteuses	4,6%	4,7%	4,6%	4,6%	5,6%	5,7%	6,4%	6,8%	7,1%	0,3 pt	1,5 pt
Taux de provisionnement	66,7%	61,9%	65,2%	61,1%	54,8%	57,2%	54,6%	55,8%	54,7%	-1,1 pt	-0,1 pt

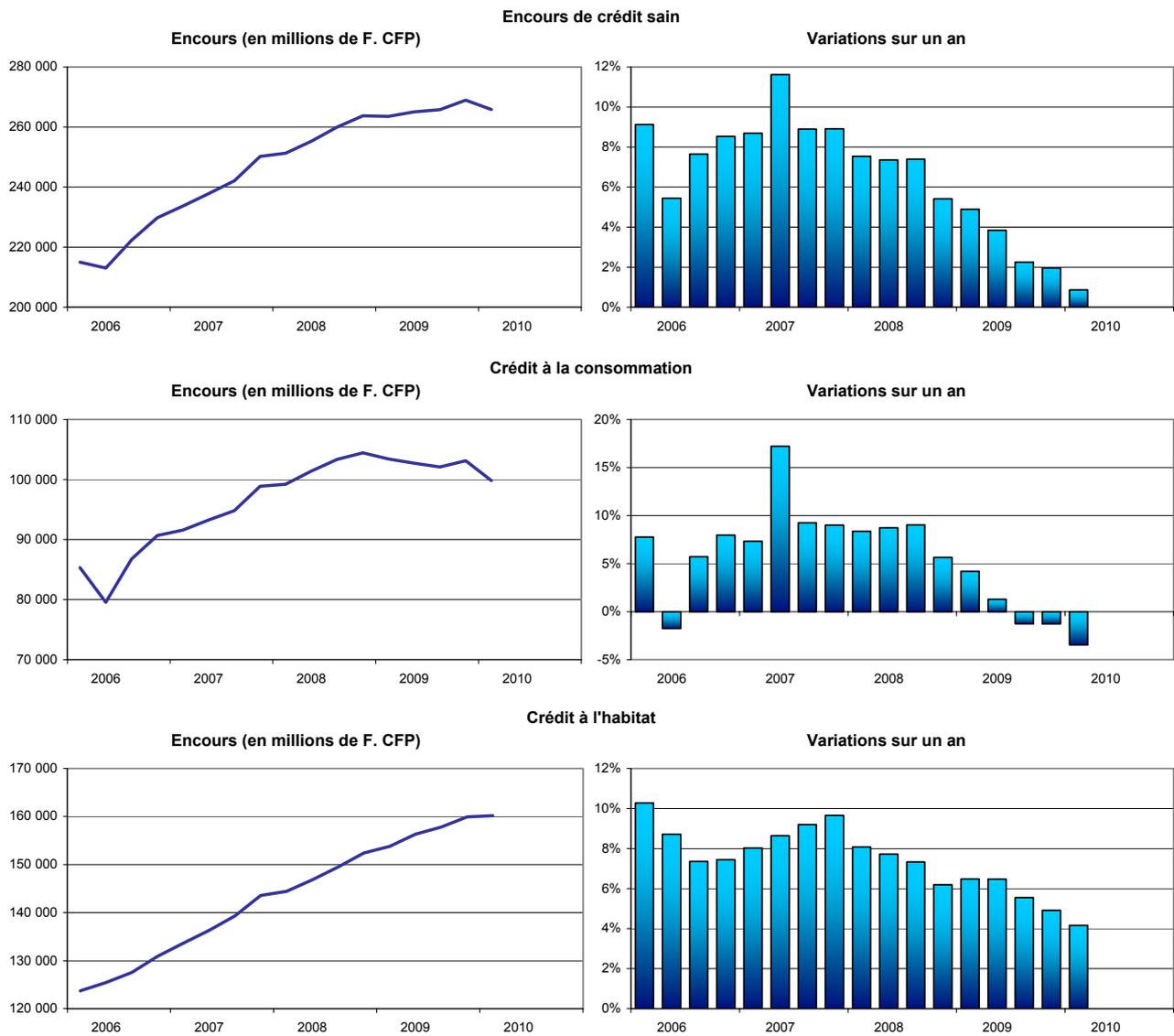
Encours de crédit brut



Encours de crédit sain

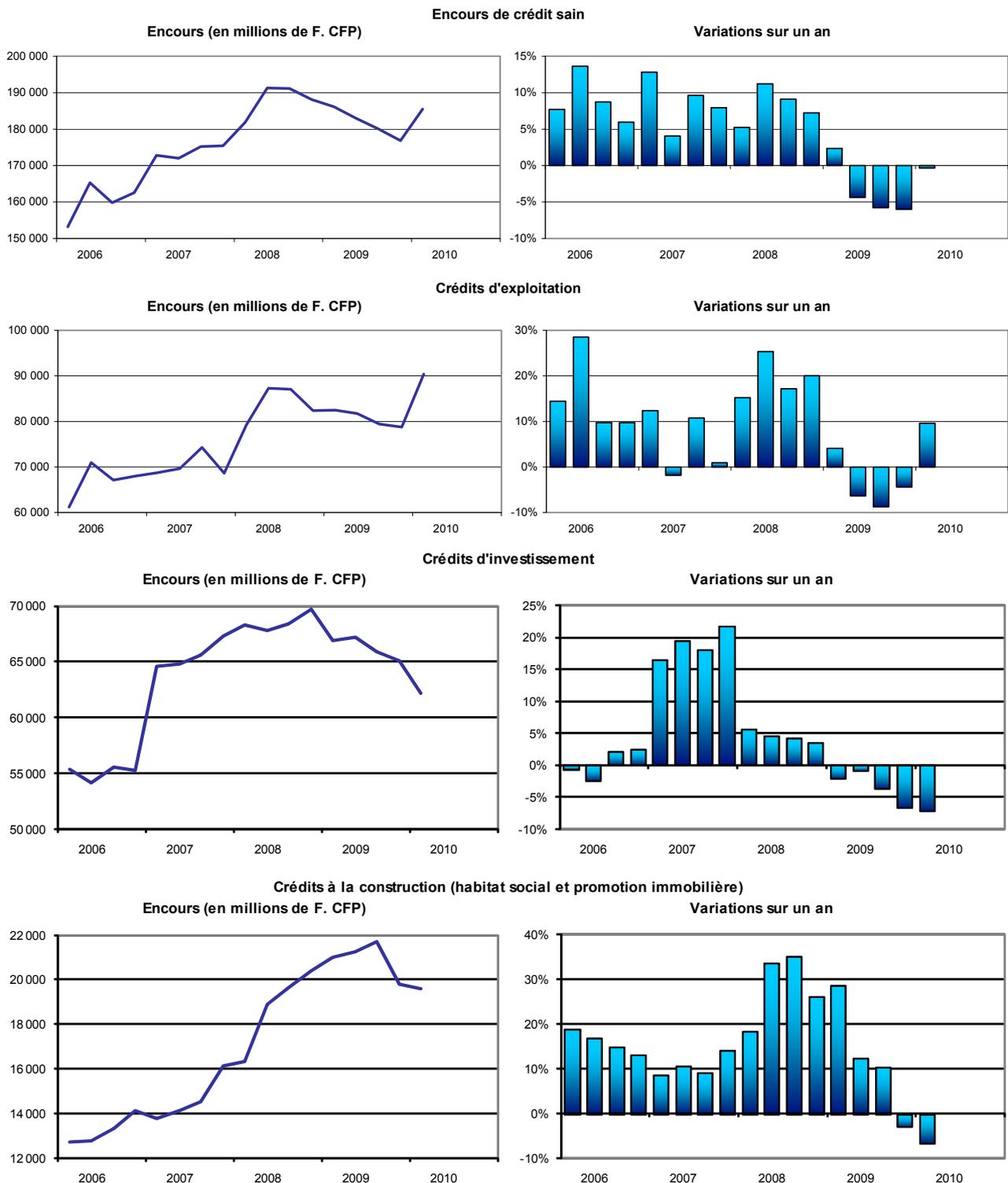


L'endettement des ménages

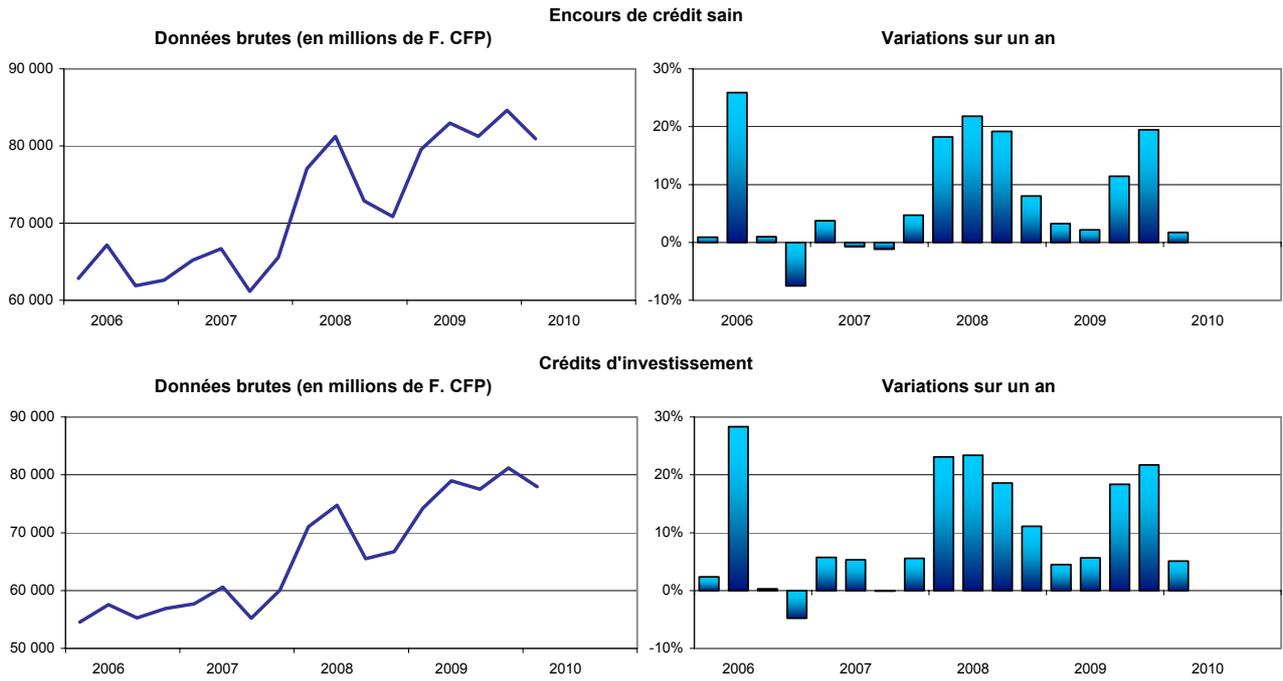


Conjoncture financière et bancaire

L'endettement des entreprises



L'endettement des collectivités locales



Conjoncture financière et bancaire

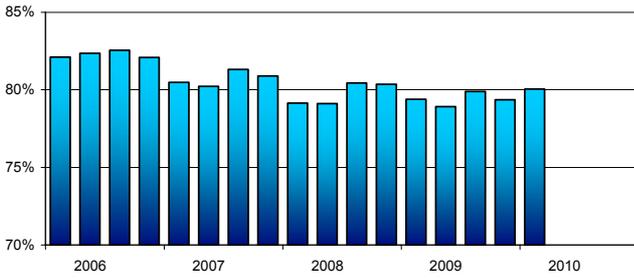
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an
Entreprises	135 182	147 719	159 568	168 496	173 246	170 051	167 916	164 396	174 446	6,1%	0,7%
Crédits d'exploitation	53 464	61 196	68 510	79 032	82 291	81 540	79 324	78 318	90 198	15,2%	9,6%
<i>Créances commerciales</i>	2 637	2 685	4 066	4 589	3 654	3 600	3 353	3 780	3 422	-9,5%	-6,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	36 675	41 968	37 463	36 426	42 271	40 351	38 791	42 046	49 157	16,9%	16,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	4 805	6 010	5 296	5 210	4 534	4 479	4 235	4 055	3 979	-1,9%	-12,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	14 152	16 543	26 981	38 016	36 366	37 589	37 180	32 493	37 620	15,8%	3,4%
<i>Affacturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Crédits d'investissement	49 739	50 791	52 251	55 651	54 592	54 413	54 141	53 316	51 587	-3,2%	-5,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	47 711	48 536	50 192	53 790	52 928	52 807	52 643	51 747	50 092	-3,2%	-5,4%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 006	5 118	5 360	6 047	5 718	5 582	5 451	5 590	5 382	-3,7%	-5,9%
<i>Crédit-bail</i>	2 028	2 255	2 059	1 860	1 663	1 606	1 497	1 570	1 495	-4,7%	-10,1%
Crédits à l'habitat	10 681	12 709	13 790	16 330	20 986	21 247	21 720	19 804	19 595	-1,1%	-6,6%
Autres crédits	21 297	23 023	25 016	17 483	15 378	12 851	12 732	12 958	13 066	0,8%	-15,0%
Ménages	176 444	192 828	207 570	222 533	233 009	234 499	234 589	237 438	234 171	-1,4%	0,5%
Crédits à la consommation	75 475	81 923	87 630	94 966	98 745	97 940	97 082	97 938	94 649	-3,4%	-4,1%
<i>Crédits de trésorerie</i>	66 968	73 995	78 820	86 597	91 011	90 265	89 923	90 918	88 049	-3,2%	-3,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4 647	5 007	5 975	5 235	5 050	5 118	4 682	4 665	4 346	-6,8%	-13,9%
<i>Crédit-bail</i>	3 860	2 920	2 836	3 133	2 684	2 558	2 477	2 355	2 254	-4,3%	-16,0%
Crédits à l'habitat	95 346	104 980	111 493	119 938	127 878	130 489	131 591	133 613	133 677	0,0%	4,5%
Autres crédits	5 624	5 924	8 447	7 629	6 386	6 070	5 916	5 887	5 844	-0,7%	-8,5%
Collectivités locales	8 645	8 828	5 925	5 511	4 439	4 594	8 876	8 901	8 333	-6,4%	87,7%
Crédits d'exploitation	3 150	3 813	2 672	2 286	1 224	1 329	1 119	993	559	-43,7%	-54,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 434	3 609	2 547	2 177	1 080	1 078	1 030	909	408	-55,2%	-62,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	716	204	125	108	144	251	89	84	151	80,8%	5,3%
Crédits d'investissement	2 677	2 854	2 837	2 837	2 848	2 801	7 366	7 561	7 444	-1,5%	161,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 677	2 854	2 837	2 837	2 848	2 801	7 366	7 561	7 444	-1,5%	161,4%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Crédits à l'habitat	0	0	75	72	68	67	72	70	69	-2,5%	0,7%
Autres crédits	2 818	2 161	341	317	299	397	319	276	261	-5,4%	-12,6%
Autres agents de CCB non ventilés	6 920	9 117	11 942	14 456	17 204	16 753	15 541	14 261	13 586	-4,7%	-21,0%
Total encours sain	327 191	358 491	385 005	410 995	427 899	425 897	426 922	424 996	430 535	1,3%	0,6%
Créances douteuses brutes	18 917	20 598	23 072	24 597	32 160	32 501	36 557	39 111	40 985	4,8%	27,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	6 507	7 244	7 783	9 228	14 443	13 783	16 467	16 936	18 209	7,5%	26,1%
<i>dont entreprises</i>	3 993	3 701	3 975	4 424	8 213	8 214	10 386	11 593	11 981	3,4%	45,9%
<i>dont ménages</i>	2 304	3 337	3 798	4 789	6 130	5 567	5 689	5 342	5 810	8,8%	-5,2%
<i>Provisions</i>	12 410	13 354	15 289	15 369	17 717	18 718	20 090	22 175	22 776	2,7%	28,6%
Total encours brut	346 108	379 089	408 077	435 592	460 058	458 398	463 479	464 107	471 520	1,6%	2,5%
Taux de créances douteuses	5,5%	5,4%	5,7%	5,6%	7,0%	7,1%	7,9%	8,4%	8,7%	0,3 pt	1,7 pt
Taux de provisionnement	65,6%	64,8%	66,3%	62,5%	55,1%	57,6%	55,0%	56,7%	55,6%	-1,1 pt	0,5 pt

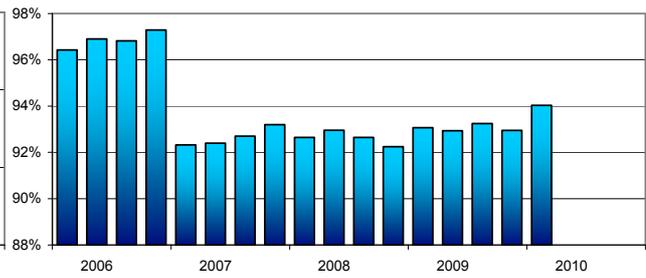
Conjoncture financière et bancaire

Parts de marché des établissements installés localement

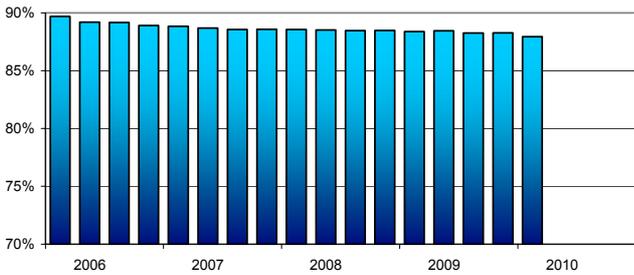
Encours de crédit brut total



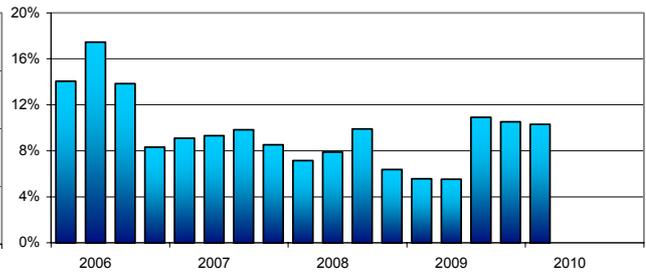
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

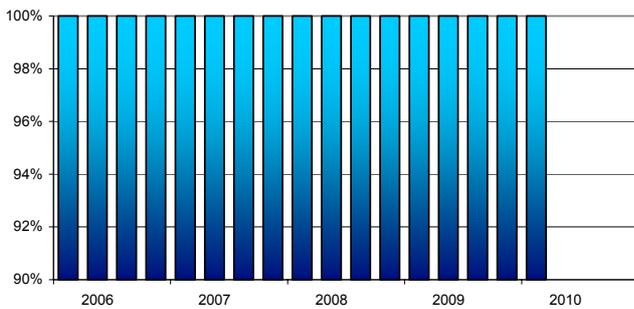


Encours de crédit aux collectivités locales

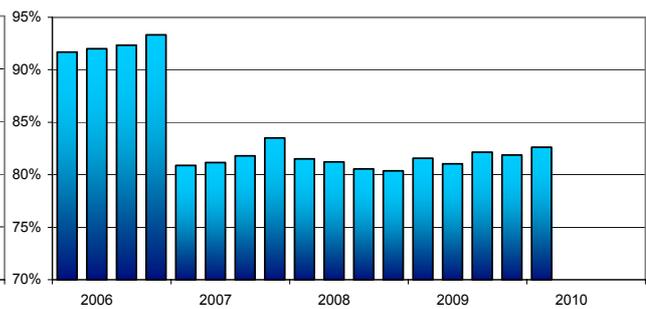


Parts de marché des établissements installés localement

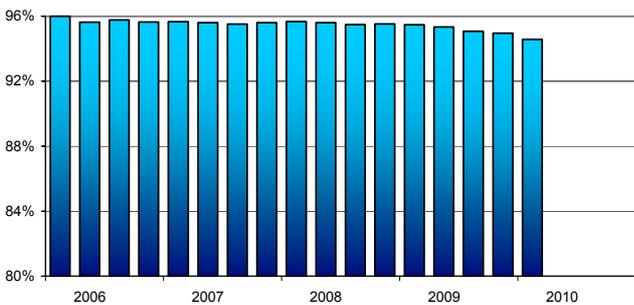
Encours de crédit à la construction des entreprises



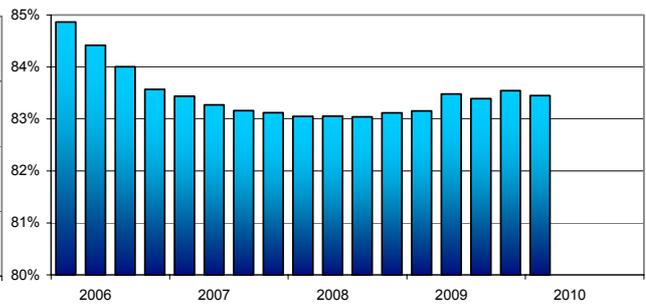
Encours de crédit d'équipement des entreprises



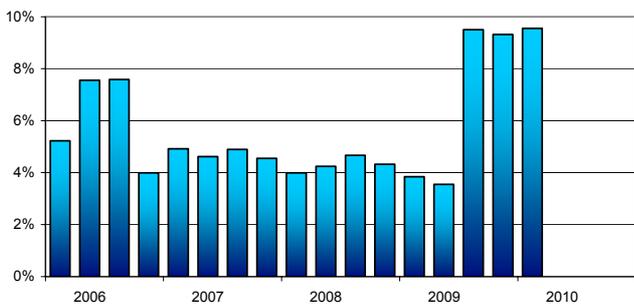
Encours de crédit à la consommation des ménages



Encours de crédit à l'habitat des ménages



Encours de crédit d'investissement des collectivités locales

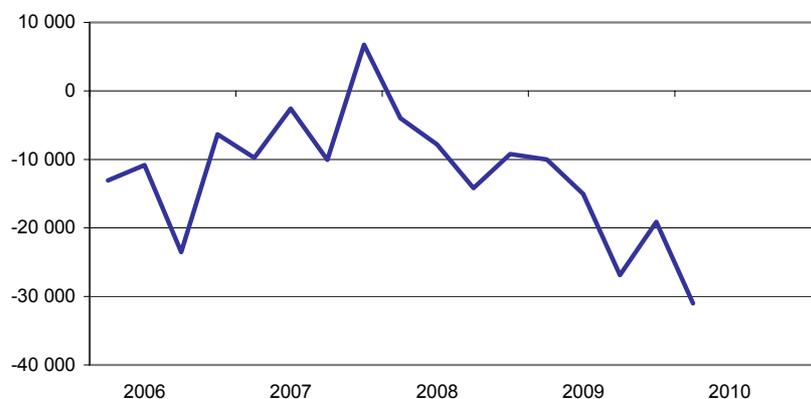


4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emploi-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an	
Emplois	357 356	392 399	422 527	450 274	477 438	474 643	484 044	486 749	490 923	0,9%	2,8%	
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Crédits bruts	346 108	379 089	408 286	435 616	460 294	458 510	463 892	464 330	471 842	1,6%	2,5%	
Réserves obligatoires et libres	11 247	13 310	14 241	14 658	17 144	16 133	20 152	22 419	19 081	-14,9%	11,3%	
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
Ressources	357 356	392 399	422 527	450 274	477 438	474 643	484 044	486 749	490 923	0,9%	2,8%	
Dépôts collectés (- encaisses)	297 067	309 226	339 087	365 341	386 363	375 073	371 543	383 541	377 580	-1,6%	-2,3%	
Ressources propres - Valeurs immobilisées	35 805	40 040	44 566	47 576	52 931	56 457	59 452	60 364	61 839	2,4%	16,8%	
Excédent des opérations diverses des EC	13 884	23 098	24 077	30 927	25 282	25 393	23 554	21 288	19 470	-8,5%	-23,0%	
Réescompte	6 159	6 962	5 052	2 465	2 852	2 685	2 618	2 425	1 015	-58,1%	-64,4%	
Position extérieure nette des EC (si négative)	4 440	13 072	9 744	3 965	10 010	15 034	26 877	19 131	31 019	62,1%	209,9%	

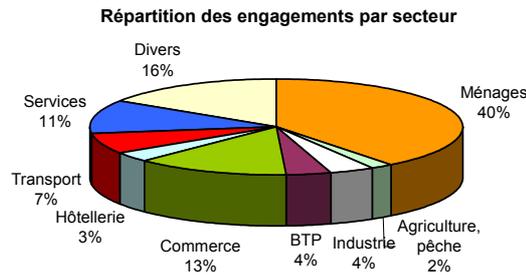
Position extérieure nette (en millions de F CFP)



4.2 Le réescompte

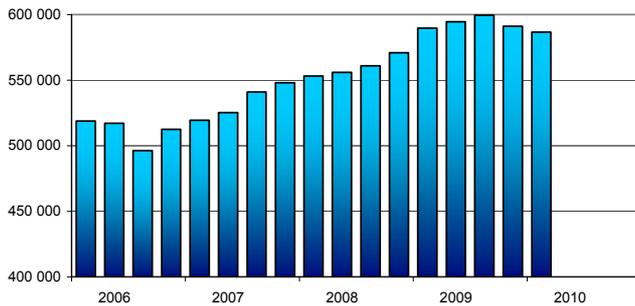
Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	juin-09	sept.-09	déc.-09	mars-10	1 trim	1 an	
Cotation												
Nombre d'entreprises cotées	4 276	4 474	4 887	4 392	4 521	4 670	4 792	4 960	5 651	13,9%	25,0%	
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 587	1 577	1 569	1 316	1 571	1 650	1 744	1 464	1 573	7,4%	0,1%	
Taux d'éligibilité	37%	35%	32%	30%	35%	35%	36%	30%	28%	-	-	
Refinancement	7 654	6 962	6 225	5 172	5 321	4 458	3 827	3 899	2 408	-38,2%	-54,7%	
Engagements à court terme	2 411	2 222	2 356	2 219	2 803	2 188	2 409	2 376	1 152	-51,5%	-58,9%	
Engagements à moyen terme	5 243	4 740	3 869	2 953	2 518	2 270	1 418	1 523	1 256	-17,5%	-50,1%	

5. Les engagements sectoriels

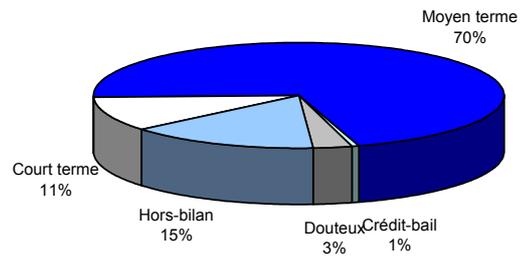


EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR

Encours (en millions de F. CFP)

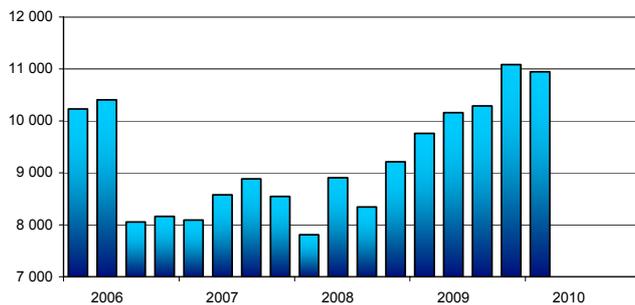


Structure en %

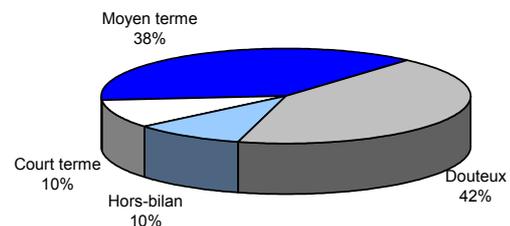


AGRICULTURE, PECHE, ELEVAGE

Encours (en millions de F. CFP)

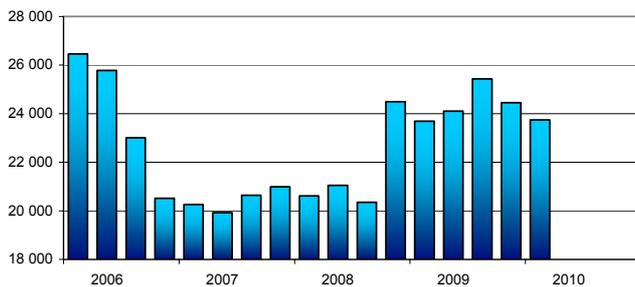


Variations sur un an

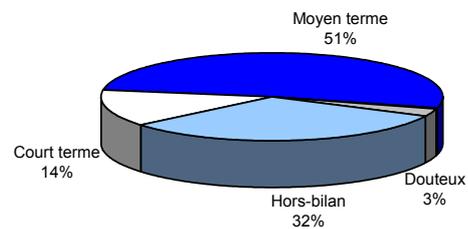


INDUSTRIE

Encours (en millions de F. CFP)

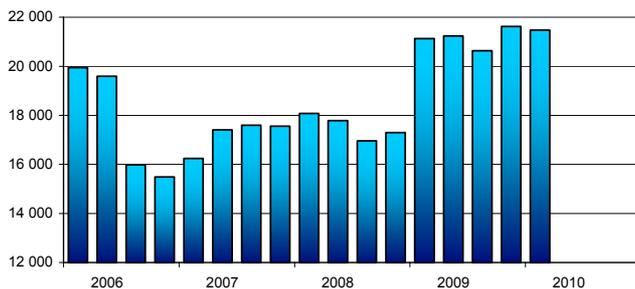


Variations sur un an

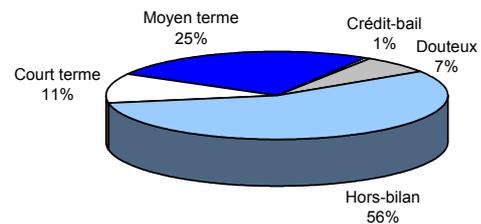


BTP

Encours (en millions de F. CFP)



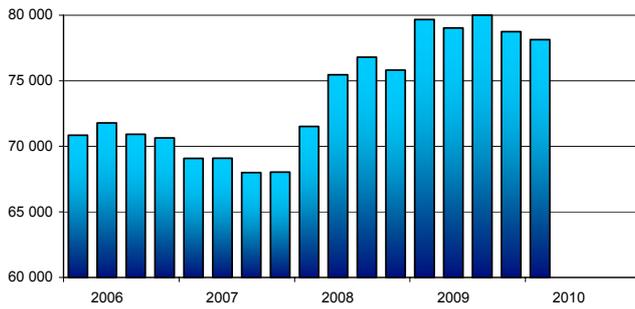
Variations sur un an



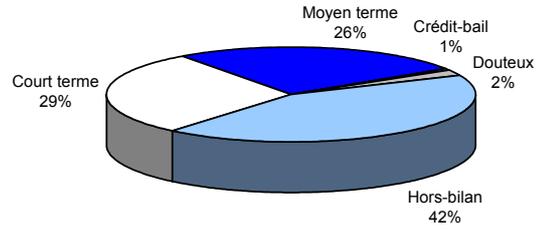
Conjoncture financière et bancaire

COMMERCE

Encours (en millions de F. CFP)

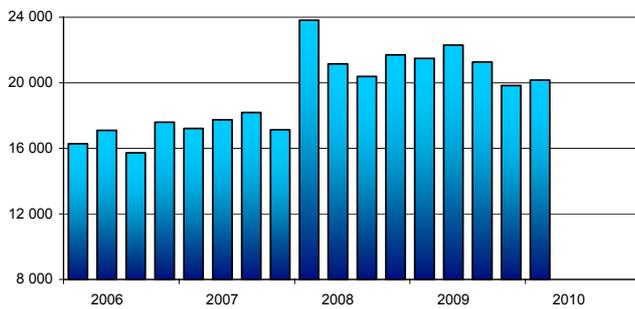


Structure en %

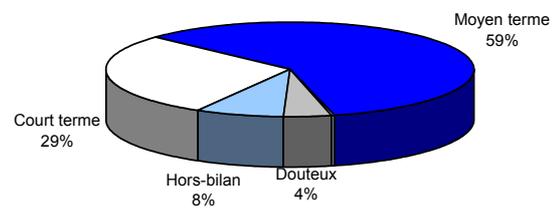


HOTELLERIE

Encours (en millions de F. CFP)

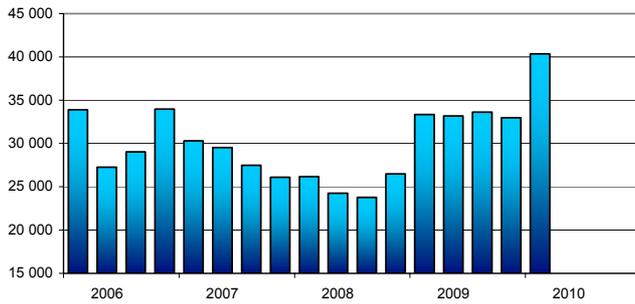


Variations sur un an

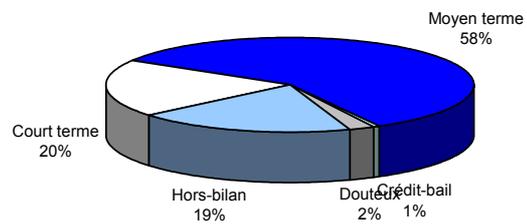


TRANSPORT

Encours (en millions de F. CFP)

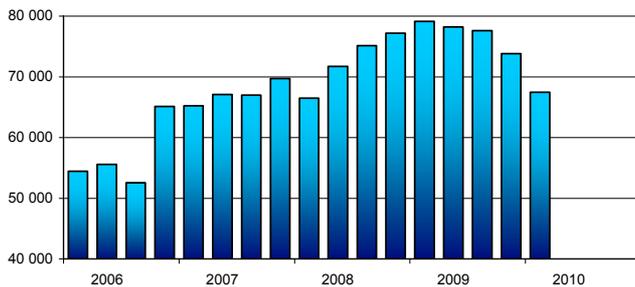


Variations sur un an

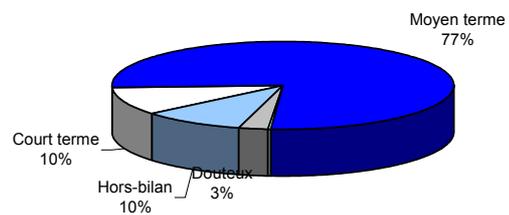


SERVICES

Encours (en millions de F. CFP)

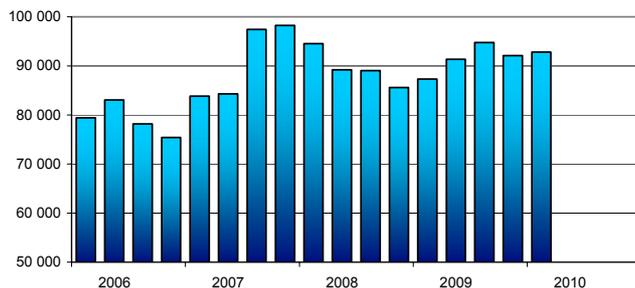


Variations sur un an

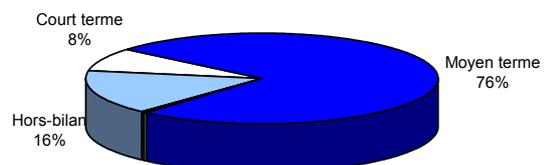


DIVERS

Encours (en millions de F. CFP)

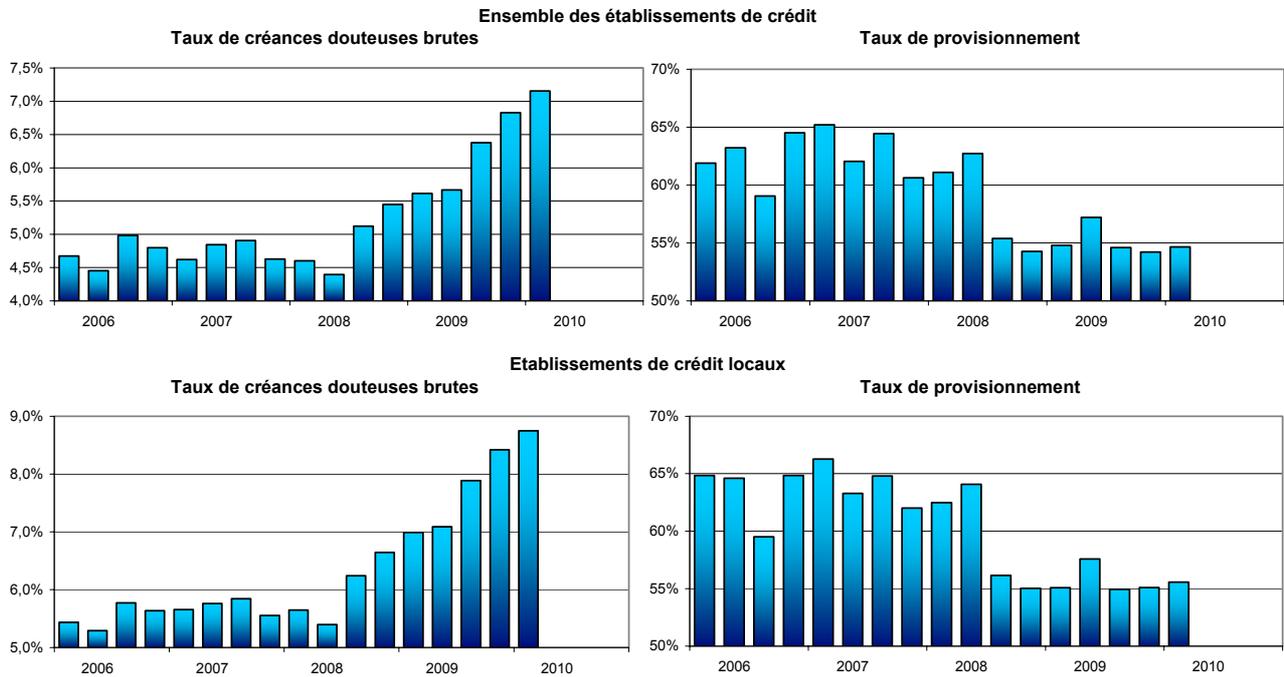


Variations sur un an

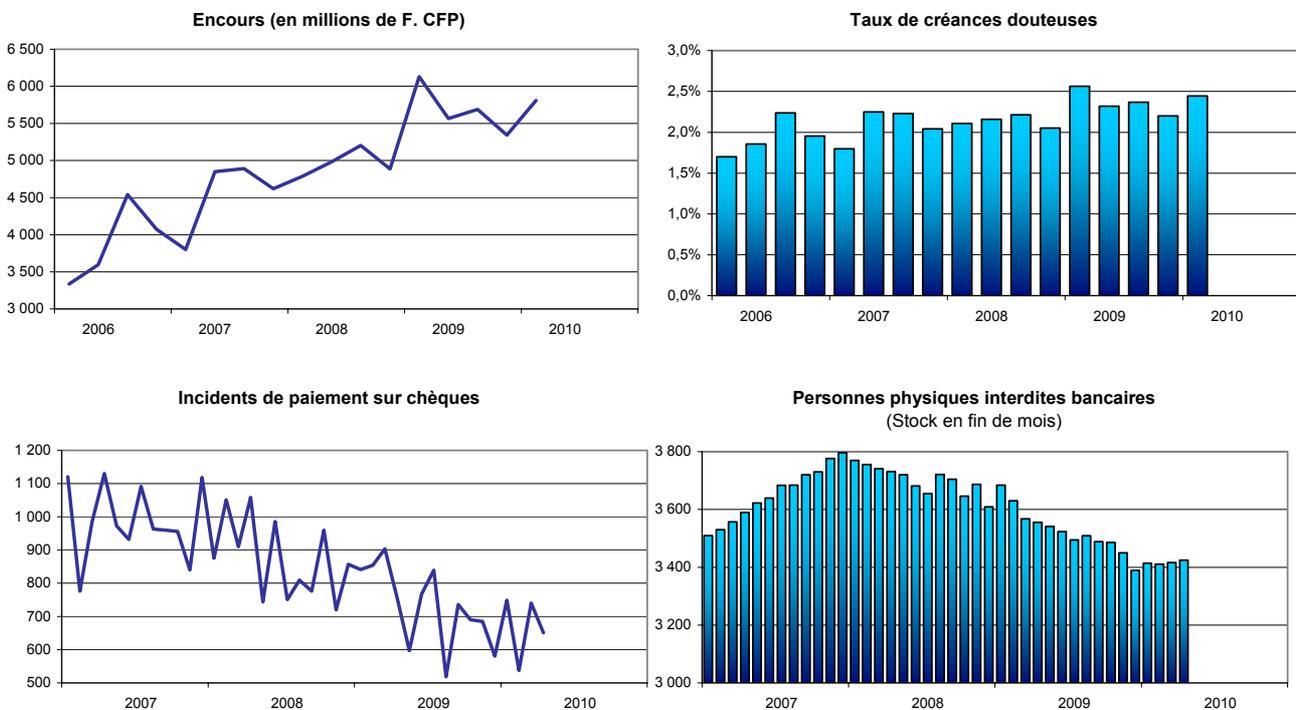


6. Les indicateurs de vulnérabilité

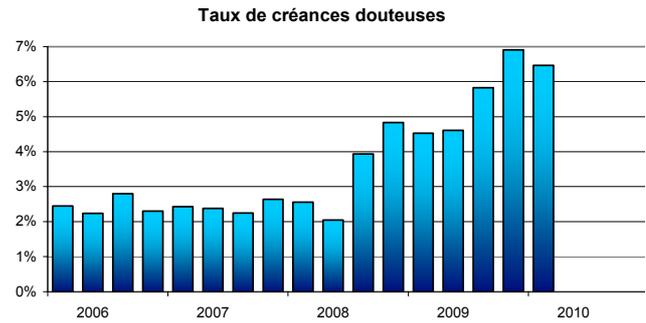
6.1 Les indicateurs globaux



6.2 La vulnérabilité des ménages



6.3 La vulnérabilité des entreprises



7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	1er trim. 2005	1er trim. 2006	1er trim. 2007	1er trim. 2008	1er trim. 2009	2e trim. 2009	3e trim. 2009	4e trim. 2009	1er trim. 2010	Variations 1 trim	1 an
En nombre	2 808 981	3 016 273	3 046 561	3 090 543	3 022 731	3 063 900	3 138 550	3 269 561	2 875 712	-12,0%	-4,9%
Chèques	1 480 968	1 565 735	1 525 085	1 466 328	1 384 646	1 400 119	1 428 365	1 494 820	1 351 047	-9,6%	-2,4%
Virements	336 794	374 853	393 002	426 536	444 444	445 293	480 511	512 323	449 271	-12,3%	1,1%
Effets et avis de prélèvements	378 463	433 928	450 413	469 212	458 602	463 112	459 137	427 910	340 152	-20,5%	-25,8%
Opérations monétiques	573 440	430 627	630 124	682 339	686 845	708 898	723 388	792 854	708 632	-10,6%	3,2%
Autres	39 316	211 130	47 937	46 128	48 194	46 478	47 149	41 654	26 610	-36,1%	-44,8%
En millions de F CFP	236 272	253 699	258 835	267 939	272 980	275 014	285 780	311 031	268 412	-13,7%	-1,7%
Chèques	116 917	127 988	127 312	123 677	117 512	121 961	126 266	133 269	121 792	-8,6%	3,6%
Virements	94 037	102 603	108 922	120 740	131 130	129 780	135 590	153 322	123 523	-19,4%	-5,8%
Effets et avis de prélèvements	12 481	13 799	14 628	15 320	15 900	15 194	15 629	15 464	14 786	-4,4%	-7,0%
Opérations monétiques	10 943	4 670	5 849	6 250	6 206	6 441	6 626	7 377	6 377	-13,5%	2,8%
Autres	1 894	4 638	2 123	1 953	2 232	1 638	1 670	1 599	1 933	20,9%	-13,4%

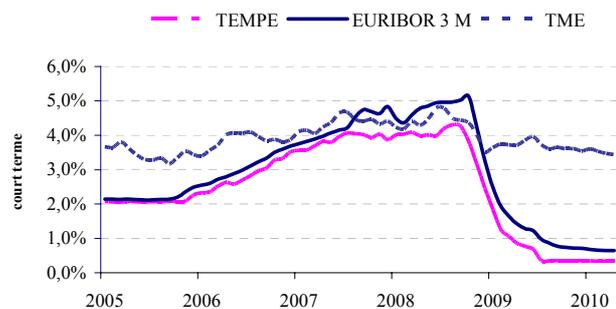
8. Rappel des taux

8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,50%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%
Taux de l'escompte de chèque	1,75%

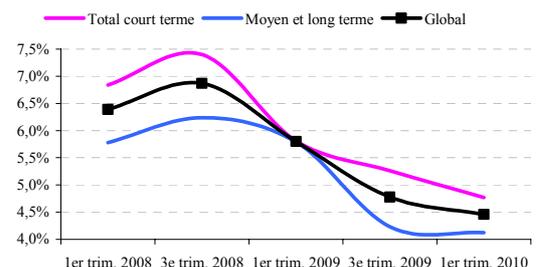
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2007 (JORF du 21/02/2007)	2,95%
ANNEE 2008 (JORF du 23/02/2008)	3,99%
ANNEE 2009 (JORF du 11/02/2009)	3,79%

8.2 Les principaux taux de marché



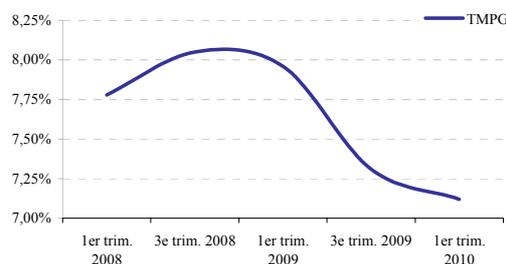
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	1er trim. 2008	3e trim. 2008	1er trim. 2009	3e trim. 2009	1er trim. 2010	Variation annuelle
Total court terme	6,84%	7,40%	5,81%	5,26%	4,77%	-104 pb
Moyen et long terme	5,78%	6,24%	5,79%	4,23%	4,12%	-167 pb
Global	6,39%	6,87%	5,80%	4,78%	4,46%	-134 pb



8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	1er trim. 2008	3e trim. 2008	1er trim. 2009	3e trim. 2009	1er trim. 2010	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,98%	6,20%	6,03%	5,54%	5,23%	-80 pb
Prêts immobiliers relais	5,99%	6,41%	6,63%	5,65%	-	-
Prêts personnels <181920 FC FP	11,80%	13,50%	12,00%	12,68%	13,29%	129 pb
Découverts	9,34%	9,99%	9,97%	9,64%	9,25%	-72 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	8,45%	8,43%	8,55%	7,78%	8,08%	-47 pb
TMPG	7,78%	8,05%	7,96%	7,31%	7,12%	-84 pb



8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;

- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

<i>Particuliers</i>	1er trim. 2009	2e trim. 2009	3e trim. 2009	4e trim. 2009	1er trim. 2010
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	7,80%	7,83%	7,01%	6,72%	6,29%
- Prêts à taux variable	7,80%	7,93%	7,03%	6,12%	5,72%
- Prêts relais	7,72%	8,05%	7,03%	6,59%	6,25%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	21,32%	21,36%	21,59%	21,40%	21,63%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	21,11%	20,92%	20,63%	20,20%	19,45%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	9,92%	10,04%	9,43%	9,20%	8,85%
Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale					
	1er trim. 2009	2e trim. 2009	3e trim. 2009	4e trim. 2009	1er trim. 2010
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,51%	11,69%	11,67%	10,81%	9,53%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	9,04%	7,85%	6,43%	5,83%	5,32%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	8,56%	8,07%	7,19%	6,92%	5,75%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%	13,33%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	10,45%	8,05%	6,72%	6,20%	5,73%
Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale					
	1er trim. 2009	2e trim. 2009	3e trim. 2009	4e trim. 2009	1er trim. 2010
Découverts en compte	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%	13,33%

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achévé d'imprimer le 1^{er} juin 2010
Dépôt légal : 1^{er} juin 2010 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03